

Après-demain,
le second jour après celui où l'on est.

Aujourd'hui 6

Valeur diplôme 9

Alceste 9*Margarette* 11

Agonies 15

Luc 17*Spice Girls* 17

Microcosmes 25

>/°* 25*Clémence* 30*Mireille* 34**Archives 38***Brest · Cellule 451* 40*Bordeaux · École de Nuit* 42*Avignon · 2012* 44*Perpignan* 45*Paris · L'Excellence rend con* 46*Brest · Cellule 451* 48*Paris · Château Commun* 49*Avignon · 2016* 51*Brest · Cellule 451* 52*Bordeaux · École de Nuit* 55*Avignon · 2012* 60*Paris · Château Commun* 62*Avignon · 2016* 63*Paris · Château Commun* 64*Grenoble* 66*Lettre à Andéa* 67*Paris · L'Excellence rend con* 72*Avignon · 2016* 74*Avignon · 2012* 75*Lille* 76*Avignon · 2012* 78*Avignon · 2016* 81*Paris · 2015* 86*Paris · 2012* 87**L'avant-veille 92**



Depuis une dizaine d'années, une certaine somme d'archives, d'histoires, de documents, de souvenirs, d'ici et de là, passent de mains en mains: informations disparates, témoignages, communiqués de presse, journaux photocopiés, comptes-rendus d'actions, tracts plus ou moins anonymes, textes publiés sur des blogs éphémères... Cette masse d'écrits raconte des tournants et des renversements dans des quotidiens. Ces documents retracent des trajets d'écoles d'art pendant des mouvements étudiants, décrivent leur émergence, font écho des répressions, qui transforment l'école en autre chose que ce qu'elle est par leur résolution manifeste.

L'amicale de la déconfiture s'est construite durant et après les mouvements de 2016. Nous sommes, nous étions, étudiant.e.s dans différentes écoles d'art, et pendant nos années d'école, nous avons connu l'époque du glanage. Nous avons, chacun.e.s de notre côté, récupéré et accumulé tout ce qui nous paraissait faire sens, avoir de la sincérité, du désir pour l'Après-demain. L'amicale a été créée pour mettre en commun tous ces documents qui s'attachent aux bouleversements et aux renversements.

Les échanges autour de ces textes étaient devenus notre prétexte pour se parler, se rencontrer. Un désir commun a émergé en nous: transmettre ces archives et les histoires qu'on y lit, en creux. Non pas pour entretenir une nostalgie, et surtout pas pour construire des mythes. Mais avant tout pour diffuser les récits d'événements singuliers et plutôt inaccessibles, dont la connaissance s'est surtout limitée aux cercles de celles et ceux qui ont vécu une aventure collective: celle de construire un commun à travers un mouvement, une lutte, des actions en école d'art. Nous cherchons à faire émerger un outil qui ne vise ni à être un référencement objectif, ni à être exhaustif.

Ce livre n'a pas pour vocation d'être une notice, son objet est de susciter le débat, la critique. Un mouvement étudiant soude autant qu'il divise, déboussole autant qu'il rebute, il soulève autant qu'il désintègre. Immanquablement, on se rencontrera, on s'alliera par les convictions et les désirs communs. D'autres resteront dans l'attente d'une main tendue, et d'autres encore resteront convaincus que l'on peut persuader des entités oppressives d'entendre raison par des actions qui "*seraient une parodie consensuelle de l'action politique artistique*".

Enfin, nous ne perdons pas de vue que ces "*luttres*" menées en écoles d'art sont intrinsèques à notre situation dans la société: notre statut d'étudiant. C'est avec et contre toute notre situation, notre statut, notre position et nos privilèges induits qu'il s'agit de lutter.



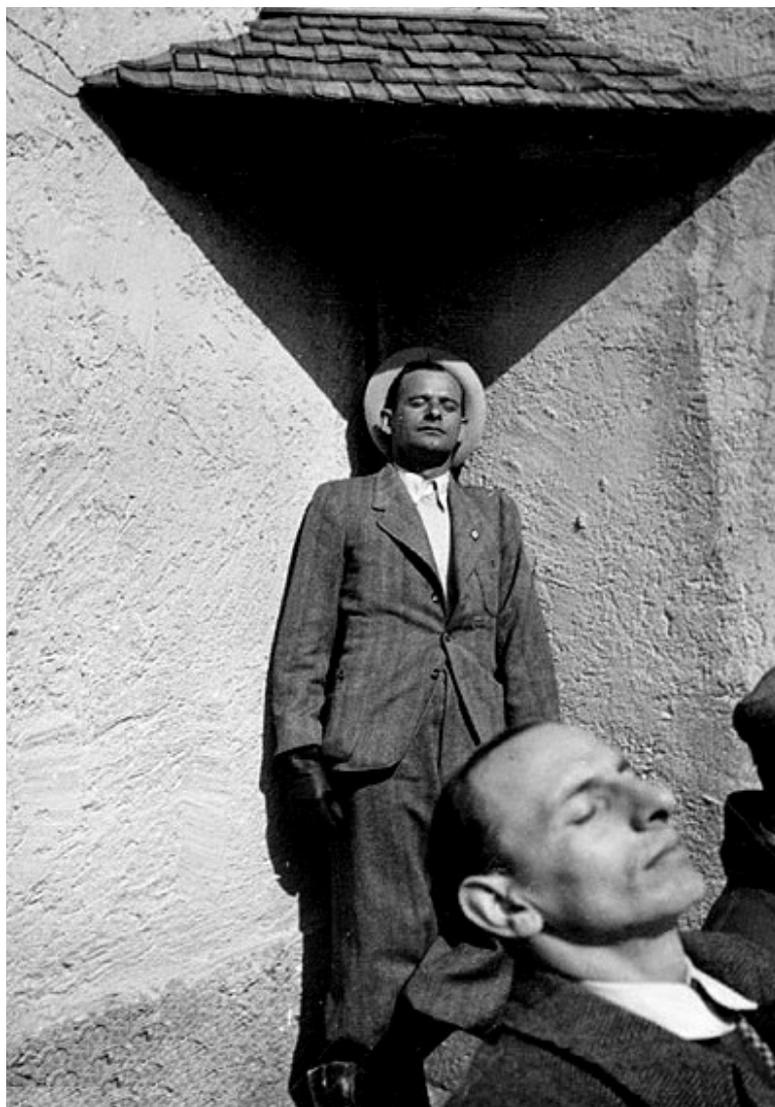
Étant tous plus ou moins liés à ces écrits, nous avons également le désir d'en dire des choses, peut-être naïvement. Notre position est bancale, et nous le réalisons au fur et à mesure que nous essayons de produire une écriture "sur" ou "autour" de ces écrits récoltés.

De fait, en tant que documents, ceux-ci ont une présence et une intensité autrement plus sincères et abouties que ce qu'on pourrait avoir à en dire. Ils nous disent bien plus sur ce qui s'est joué collectivement et, entre les lignes, du hors-champs qui est le leur. En tentant de préciser celui-ci, nous nous sommes rapidement rendus compte que notre écriture était en décalage. De par nos lacunes en théorie critique et en historiographie, dans un premier temps, mais plus fondamentalement par la relation au réel, par l'intensité : de fait, la temporalité de ces documents s'inscrit dans l'immédiateté du mouvement, ils sont porteurs d'un sens immédiat. Ils définissent une position, une ligne de front dans un conflit. Notre position est toute autre: notre rapport au conflit est bien plus diffus. Nous ne sommes pas dans une urgence, notre vie quotidienne n'est pas bouleversée par la situation. Si nous nous organisons collectivement, on peut s'interroger sur la réelle portée politique de notre production. Si, de notre point de vue, faire une archive des luttes pour les mettre en circulation est en soi un geste politique, nous ne perdons pas de vue que la position surplombante qui est induite est en soi problématique.

Ainsi, il y a un écart qui fait que nos premiers écrits sur ces archives produisent une forme de dissonance. Pour cette raison, nous avons choisi d'accentuer le caractère documentaire de ce livre. Pour ne pas confisquer la parole par le biais d'un système théorique totalisant, mais au contraire pour chercher une possibilité de la libérer. Également, pour laisser au lecteur une forme de latitude, en ce sens qu'il peut aussi se passer de notre regard sur ces documents et se contenter d'en tirer ce qui fait sens pour lui, malgré notre montage. Par ailleurs, nous nous gardons bien de chercher à vouloir les utiliser pour produire un effet de réel: ils n'ont pas vocation à s'inscrire dans une idéologie de l'authenticité. A travers cette démarche, nous cherchons à construire une articulation de points de vue.

Nous avons voulu confronter au maximum nos expériences des différentes écoles où nous sommes inscrits: nos ressentis, les contradictions, les paradoxes. Avec pour objectif d'essayer de trouver les points qui semblaient révélateurs de problématiques essentielles et plus larges. Sans chercher à dégager un système global, ni à faire émerger une structure.

Nous avons ensuite décidé de réaliser des séries d'entretiens avec des étudiant.e.s. Ceux-ci ont été déterminés par la position qu'ils occupaient dans leur école ou dans les mouvements. Nous estimons que leur situation révélait précisément un point qui nous semblait en rapport avec les problématiques et les contradictions des lieux dans lesquels ils évoluent. Nous avons tenté de poser des questions de manière à leur faire exprimer cette position et leurs implications.



Malgré un socle commun dans le fonctionnement et dans le cadre administratif, l'école d'art est un lieu extrêmement hétérogène. On en ressort avec des expériences excessivement variées, tant du point de vue pédagogique, que du point de vue des moyens financiers, des attentes et des échanges entre étudiant.e.s...

La principale disparité réside dans les moyens qu'ont à leur disposition les écoles, notamment entre les écoles territoriales et les écoles nationales. Il existe par ailleurs des filières différentes dans certaines écoles, comme art et design. Par rapport à ces questions, deux entretiens ont été réalisés: deux étudiant.e.s dans des filières et des types d'écoles très différentes. Un entretien avec *Alceste*, étudiant en parcours art dans une école territoriale (Grenoble), et un autre avec *Margarette*, étudiante en parcours design dans une école nationale (Nancy). Ils ont tous les deux en commun d'avoir choisi de démissionner à quelques mois de leur diplôme de fin d'année. Pour nous, la confrontation de ces entretiens permettait d'aborder ces problématiques, mais leur principal intérêt, de notre point de vue, c'est qu'ils disent autre chose.

× Alceste ×

Nous avons commencé notre année de DNSEP en Octobre, les enseignants nous ont annoncé que pour eux -comme pour nous- ils considéraient que le diplôme n'avait aucune valeur. Mais ils nous ont dit qu'ils allaient nous aider au maximum, pour que toute l'année se passe bien, pour que le diplôme soit un moment agréable, où les gens se sentent à l'aise pour montrer ce qu'ils ont envie de montrer et parler de ce dont ils ont envie de parler. Se retrouver dans des conditions où des gens les mettent en porte à faux, les évaluent ou essaient de les piéger. Ils ont eu envie de créer un moment bienveillant, ou en tout cas attentif. Depuis quelques semaines, je suis dans un truc où je m'éloigne de l'envie de passer le diplôme.

Pourquoi?

D'une part parce que personnellement j'ai jamais fait l'école dans un but professionnel, j'ai jamais recherché le diplôme comme aboutissement, mais j'ai plus fait l'école parce que je voulais pas travailler. Donc j'ai choisi l'école d'art comme un lieu, comme un espace pour faire des choses qui me plaisent pour prendre du temps.

Pourquoi tu veux pas le passer, sachant qu'il n'est pas professionnalisant ?

Parce que je trouve que le diplôme reste une forme de légitimation d'un milieu particulier. D'une institution. Qui te dit "oui oui, c'est bien ce que vous faites, c'est bien votre travail"... Mais si, par exemple, tu parles de sujets politiques, sociaux, aller chercher la légitimation d'une institution je trouve ça assez paradoxal.

C'est quoi cette légitimité qu'apporte un diplôme ?

Normalement un diplôme d'études t'apporte la légitimité de pouvoir travailler dans le secteur dans lequel t'as étudié... Mais en école d'art, y'a un espèce de paradoxe parce que d'un côté t'as énormément d'autonomie, de liberté, d'indépendance, sur ta façon de faire, sur tes cadres sur tes barrières, mais d'un autre côté t'as le rapport d'évaluation, institutionnel. C'est tout le paradoxe de faire des études avec des profs qui te disent "de toute façon ça sert à rien de passer le diplôme en soi, que tu l'aies ou pas ça change rien", et quand je les ai rencontrés la semaine dernière, que j'ai annoncé ma démission, ils m'ont dit qu'ils trouvaient ça frustrant par rapport à mon parcours. Ils m'ont laissé l'option de venir ou de ne pas venir.

T'en penses quoi? Tu vas le passer ou pas?

Dans l'idée ça me dérange pas de rencontrer le jury et de discuter avec eux. D'un côté j'ai envie de démissionner de l'école et de continuer à réaliser des choses à côté. Je me sens plus du tout inscrit dans l'école, je me sens plus du tout porté par ça. Mais en même temps y'a ce truc frustrant, le côté affectif avec les enseignants où j'ai pas envie d'être dans le regret. J'aimerais bien en discuter avec le jury, pendant le diplôme, mais c'est toujours ce contexte où ils doivent prendre une décision sur ta forme et ils doivent quand même te dire "c'est bon, c'est pas bon", et ça me paraît hyper violent de porter une parole qui va à l'encontre de leur rôle à ce moment là. Et puis je me dis que le rôle des institutions c'est de faire au maximum en sorte que les gens continuent à y participer. Ils sont jamais dans le lâcher prise. T'as toujours des comptes à rendre. Je trouve paradoxal de dire "je démissionne", mais d'être encore là. Quand tu démissionnes d'une entreprise tu restes pas là à traîner et à discuter avec ton patron. Pourquoi est ce que ma démission de ma scolarité se déroulerait lors de mon diplôme?

La démission de ton diplôme ça serait ton projet de diplôme?

Je vois pas ça comme ça, mais ouais ça pourrait passer comme un concept. C'est un peu tout le paradoxe, tu peux faire des happenings politiques et violents dans un vernissage, mais y'a tout un processus de justification.

Les autres de ta classe ils en ont pensé quoi quand les profs ont dit que le diplôme servait à rien?

La majorité en ont conscience et en soi la plupart étaient d'accord. Mais ils avaient envie de montrer des trucs. On sait qu'en majorité les personnes qui sortiront diplômées à 70 ou 80% seront des travailleurs indépendants, des auto-entrepreneurs, des statuts précaires. Des trucs m'ont fait réfléchir. La fracture entre les écoles territoriales et les écoles nationales par exemple. Le diplôme n'a pas la même "valeur", la sélection est plus rude. C'est comme si t'étais plus "artiste" quand tu sors d'une grande école... Enfin bon, les études en écoles d'art, les diplômes, les discours... Tout est très paradoxal je trouve et je ne suis pas sûr de me retrouver dans aucune des définitions proposées, alors je

✕ Margarette ✕

Je dormais plus, ça me prenait tout le temps la tête, et puis c'était la seule solution de toute façon, fallait que je démissionne ça servait à rien d'aller au diplôme pour présenter des choses qui me correspondaient pas.

Comment ça s'est passé quand tu as annoncé aux profs que tu arrêtais?

Le premier prof à qui je l'ai annoncé m'a demandé "à quel pourcentage tu évalues que ta démission est due à l'école?". C'était tellement absurde cette question... Si je lui dis que c'était leur pédagogie mon mal-être, ils pourraient au moins l'entendre et pas chercher d'autres causes!! Puis y'a le directeur qui m'a vue aussi et qui m'a dit que j'avais de la chance, parce que c'était le seul endroit où je pouvais exprimer mon point de vue sur le fait que je partais, parce que lui sa fille était à la fac et avait aucun interlocuteur pour avoir ce type de discussion. C'était bizarre cette journée où j'ai annoncé ma démission.

J'ai discuté avec les profs, et puis je suis restée toute la journée dans la cour, à lire un bouquin. En train de lire "*Maintenant*", du Comité Invisible. Y'a tout un chapitre où ils parlent de "*destituer le monde*", de la désertification des institutions, c'était drôle comme parallèle.

Qu'est ce qui allait pas avec cette pédagogie?

Dès que je suis arrivée à l'école, avant même que je visite les bâtiments, on me demandait de définir un sujet de mémoire, et tout ce que je proposais était jamais assez "*innovant*" dans le sens qu'il fallait toujours faire "*le nouveau truc qui va pouvoir se vendre*". Tu vois dès le début on a eu des gros modules "*économie gestion*", on n'arrêtait pas de nous dire que dans cette école il y avait un "*taux d'insertion*" bien supérieur...

Mais pourquoi t'as choisi cette école?

J'avais regardé les travaux des profs et ça me plaisait vraiment ce qu'ils faisaient. Ce qui m'avait plus c'était que la section communication qui s'appelait "*Le nouveau Département*" avait rédigé un manifeste qui annonçait une pédagogie très libre, "*très pluridisciplinaire*".

Et toi qui venais d'une école territoriale, est ce que t'as senti une vraie différence?

Rien que sur le budget... Dès le premier Atelier de Recherche et Création on nous annonce que nous aurons un budget de 4000€ pour le groupe. De manière générale il y avait plus de pression, fallait toujours faire plus, faire mieux. On n'avait pas le droit de rater des choses, l'expérience fallait toujours que ce soit la réussite. j'avais l'impression qu'on avait envie de me forcer à devenir quelque chose. Et à la fin j'avais l'impression que je pouvais plus me forcer à être ce que je n'étais pas.

Et c'était quoi ce que t'étais pas?

Un "*professionnel*". En design c'est ce qui est souvent souhaité par les étudiant.e.s, quelque chose de très professionnalisant. Pour les profs, le diplôme c'est ce que tu vas faire après. Le diplôme c'est démarrer ton activité quoi... Ton activité de "*tu vas vendre ce que tu fais et tu le fais pour le vendre*". Le diplôme est présenté par les profs comme:

"vous quittez l'école dans deux ans et va falloir gagner votre vie".

Le diplôme est présenté comme l'évaluation de tes capacités à rentrer dans ce qu'il y a après, et ça j'arrivais pas à le détourner... J'ai eu l'impression à un moment d'être dégoûtée de ce que je faisais alors que c'est ce qui me passionne. Y'a plein de gens de ma classe qui ressentent la même chose, mais ils se forcent, ils se taisent... Un mot est revenu énormément tout au long de mon cursus là bas, c'est le mot "*expert*". Un prof arrêta pas de me répéter "*faut que tu sois un expert*". Pour eux, l'expert c'est le mec qui donne de la valeur à ce qu'il fait, c'est celui qui connaît mieux que tout le monde, qui donne de la valeur, qui décide ce qui a de la valeur dans ce qui est produit puis revendu sur le marché. C'est ce qu'on nous a toujours mis dans la tête au niveau du mémoire. C'est à dire que le mémoire devait faire de nous des "*experts*" de notre sujet. Ce qui allait pas avec les sujets que je leur proposais au début, c'est qu'ils ne me permettraient pas, selon eux, d'obtenir une légitimité d'expert dans ces domaines. Alors que pour moi le mémoire c'était plus le moment où tu trouves des choses qui t'intéressent et comment tu te positionnes par rapport à ce que t'apprends.

Tu peux m'en dire plus sur l'école en soi?

Avant on était dans un vieux bâtiment, mais depuis cette année on est dans un nouveau bâtiment. Là ils sont en train de construire un campus à l'américaine quoi. Ils veulent y installer un bocal d'incubateur de jeunes talents. On est reliés à école une de commerce privé, une école d'ingénieur. Les arcs ce sont les moments où on est mélangés avec ces écoles là. On nous propose aussi les arcs de l'école de commerce ou de l'école d'ingénieur. Si on veut apprendre à faire du management, on peut aller à l'ICN...! Evidemment y'a très peu de gens qui passent le pont, mais quand même quelques uns. La semaine dernière je suis tombée sur un article sur les start up et ça me faisait trop penser à ça: j'avais l'impression que ça décrivait le contexte de l'école, cette idée du rassemblement artistes, buisness, ingénieurs... Le fait de te faire croire que t'es dans un environnement "*friendly*", alors que pas du tout... ce truc de "*on est tous copains*" alors que tout le monde se tire dans les pattes. On a d'énormes espaces de travail, de cours, mais qui sont totalement anonymes. T'as des ateliers, mais l'essentiel des espaces sont vides la plupart du temps, en dehors des cours. On peut pas du tout se les approprier.

Et ça choque personne d'être dans une école où tu mélanges art, commerce et ingénierie?

Depuis que je suis là, les profs et les étudiants ont toujours considéré ça comme un fait établi. Mais j'ai pas l'impression que ça dérange grand monde. Là pour l'instant les seuls liens qui se créent c'est par l'intermédiaire l'intermédiaire des arcs et des assos étudiantes, pour avoir de la bière moins chère ... ✕



Touchées par des baisses de budget successives, un certain nombre d'écoles territoriales se retrouvent affaiblies ou même menacées : en 2015, l'école de Perpignan est fermée et en 2016 des écoles comme celles d'Avignon, d'Angoulême, de Dunkerque et de Valenciennes sont mises en péril par le désengagement des municipalités dans le financement des écoles. Des formes de mouvements étudiants ont alors émergé à l'encontre de ces problématiques économiques et défendant la pérennité des établissements. Nous avons pu participer à certains d'entre eux, et dans d'autres cas nous rendre sur place pour rencontrer, discuter et documenter. Cette approche critique se fonde donc sur nos expériences personnelles à la fois internes à certains mouvements et extérieures à d'autres. Le rapprochement entre ces différents mouvements permet de dégager des schémas, des structures et des limites qui leurs sont communes.

Du point de vue de la revendication, ces mouvements partagent systématiquement la perspective de vouloir "sauver l'école" : il s'agit de trouver un moyen d'annuler le processus de désengagement financier de la mairie. Le contexte d'un mouvement et de la parole qui se libère peut permettre de déboucher à des discussions internes plus larges, notamment sur l'autoritarisme et la pédagogie. Mais le cadre des revendications ne dépasse pas le champ strictement corporatiste. Il est rarement question de s'ouvrir à d'autres luttes en cours. Cette sensibilité à une conception plus globale des luttes est souvent le fait de groupes autonomes à la marge du mouvement. Sur la question de l'organisation, on peut noter une absence de structuration propre au milieu des écoles d'art. Traditionnellement, les luttes étudiantes à l'Université sont souvent initiées par les syndicats et les organisations politiques étudiantes, qui impulsent aux mouvements une certaine culture de lutte, ainsi que des possibilités de liens avec d'autres écoles et universités partageant des problématiques identiques.

Or, on ne retrouve aucun type d'organisation de ce genre en école d'art*. L'école d'art est un peu une feuille blanche à ce niveau là : l'absence de culture de lutte et la non politisation des étudiants créent les conditions d'un certain type d'organisation. On remarque une tendance à l'organisation du mouvement autour d'une figure centrale, un ou une étudiante se sentant investi.e de la mission d'incarner le mouvement.

* Il y a eu des tentatives qui n'ont pas fonctionné (ONEEA, organisation nationale des étudiants en école d'art), une antenne syndicale Solidaires étudiant-e-s s'est montée à Rennes aussi l'an passé et existe toujours.

Parfois c'est un "noyau" de deux ou trois personnes qui se partage cette forme de leadership. Les procédés d'organisations collectives comme les Assemblées Générales sont réinterprétés pour être au service de cette centralisation autour d'une figure. À Avignon par exemple, ces A.G. sont apparues rapidement comme un dispositif extrêmement décevant pour les étudiant.e.s qui se sentaient concernés par la lutte en cours. Elles ont été le lieu d'une fétichisation de la notion de démocratie, où toute possibilité de débat et de conflictualité était enterrée au nom de la nécessité d'un consensus absolu. Leur conséquence a été d'empêcher toute modalité d'action, d'expression ou d'organisation autonome.

Par ailleurs, la "lutte" en soi est rarement pensée en tant que telle : la notion de conflit avec l'extérieur (administration, mairie, ministère de la culture...) est toujours soigneusement évitée. La question même d'un "rapport de force" à créer est taboue. Celle des rapports de force subis au quotidien est enfouie. L'absence de culture de lutte ou de culture de l'organisation collective n'est pas la seule cause d'une telle structuration des mouvements. Il y a un lien évident avec la forme même des institutions. En effet, les écoles d'art sont des structures relativement petites, ce qui induit une importance assez centrale des relations entre les étudiants : tout le monde se connaît, l'idée de développer des conflits n'est pas sans conséquences sur la suite de son parcours. Par ailleurs, l'enseignement repose sur une dimension relationnelle, dans le rapport d'enseignant à étudiant. Dès lors, on peut assister à tout un jeu de rapports de forces et d'influences, qui permettent de saisir la position de pouvoir symbolique des enseignants. On peut également noter que ces mouvements organisent leurs discours autour d'une fétichisation du mot "culture".

Il y a une volonté de prouver que l'école d'art a un rôle à jouer dans une ville: il faut démontrer aux politiques locales l'utilité qu'il y a à investir dans une école d'art, et convaincre que la "culture" produit un retour sur investissement. Cette idée se développe dans les modalités d'action, qui se pensent sous l'injonction à être "créatifs". Cette "créativité" en action ne doit pas dépasser le cadre du symbolique, elle ne doit surtout pas se penser comme problématique. Ces actions sont pensées dans le jeu communicationnel, pour plaire à la presse locale et sur les réseaux sociaux. On retrouve cette idée d'aller "à la rencontre des citoyens" pour faire connaître l'école, pour démontrer son "importance".

L'injonction à se penser collectivement dans le cadre du pouvoir, avec son langage, ses dispositifs et ses formes fait de ces mouvements des moments particulièrement éprouvants dans lesquels il est quasiment impossible de s'extraire de l'idéologie dominante. Par ailleurs, les actions revendicatives et les esthétiques mises en jeu dans ces cadres sont révélatrices des rapports problématiques entre les conceptions de l'art et du politique.

~ Luc ~

Étudiant à l'école supérieure d'art de Marseille. Son point de vue sur le mouvement à l'école d'art est particulier puisque Luc a participé aux mouvements contre la LRU à l'Université il y a quelques années.

D'abord y'avait des petits bruits de couloir dans l'école, sur des problèmes de budget dès Janvier, l'administration s'est aperçue qu'ils en avaient plus pour l'année, les profs commençaient à en parler entre eux. Après ce sont les étudiant.e.s qui ont commencé à s'y mettre, y'a eu des messages sur facebook et des affiches qui sont apparues dans l'école pour faire une réunion entre midi et deux un mardi. Dès la première réunion, ça m'a un peu rappelé les précédents mouvements que j'ai pu voir à la fac, avec les différents rôles de chacun, les personnages... Il y avait une trentaine de personnes, 3 ou 4 qui prenaient majoritairement la parole, sans prise de vote, toujours sur un consensus autour de celui qui parlait le mieux. Il a été défini qu'il fallait surtout pas y aller trop fort et être dans le renseignement, trouver les informations sur le manque de budget, sur le pourquoi. Les "leaders" ont décidé de prendre des rendez-vous avec l'administration, pour en savoir plus.

Ça s'est fait dans les jours qui ont suivi et plus tard ils ont pu rencontrer l'administration qui leur a expliqué que le souci venait de la mairie, pas du tout de l'administration, et que c'était plus vers la mairie qu'il fallait faire pression. Au final ce mouvement est mort assez rapidement, y'a eu quelques réunions où l'administration nous disait de surtout pas faire de vagues, de surtout pas faire de communiqués de presse, de surtout pas faire quoi que ce soit qui pourrait générer un rapport de force ou une conflictualité avec la mairie: tout devait être dans la discussion et le consensus global. Parallèlement il s'est décidé de faire un genre de "workshop" entre étudiants, pour montrer que même si certains enseignements peuvent disparaître, on pouvait aussi tenter de s'organiser. Trois jours de workshop qui ont été validés par l'administration, parce qu'on a quand même fait une demande de mise à disposition de salle, etc..

Au final ce workshop s'est annulé de lui-même, personne n'est jamais venu. Le mardi midi jour de réunion du mouvement est redevenu le jour du football à l'école. Au lieu des réunions ils organisent des matchs.

Les problèmes budgétaires ont été résolus?

Non... Je t'avoue que j'ai pris mes distances parce que j'avais l'impression que le mouvement décollerait jamais, donc j'ai pas eu trop d'informations, mais à priori non, ça n'a pas été résolu. En fait à la base le workshop devait permettre de décider d'actions à mener au moment du conseil d'administration de l'école... Les actions qui étaient déjà en tête c'était du genre applaudir quand les membres du conseil d'administration arrivent, de faire la manche... Des trucs qu'on voit dans toutes les écoles d'art à chaque fois et qui n'apportent jamais rien. Comme le workshop a pas eu lieu, y'a pas eu d'action. L'administration a convaincu les étudiants qu'il fallait surtout pas faire de conflit avec le CA, qu'on allait attendre l'année prochaine avec un nouveau directeur et que tout rentrerait dans l'ordre à ce moment-là.

Pourquoi tu penses que c'était à ce point mou?

Il y avait surtout le désir de pas être en conflit avec qui que ce soit. Tout devait se résoudre par la discussion. Lors des premières réunions entre étudiant.e.s, j'ai commencé à poser les questions sur l'organisation, sur la communication. C'était pas entendu. J'ai essayé de partager les informations que j'avais sur les autres problèmes structurels des financements des écoles d'art, des fermetures de Perpignan, Avignon... Les baisses de budget progressives, les changements à la tête des administrations, et petit à petit l'école qui commence à fermer, et que peut être qu'au lieu de suivre ce schéma là, on pouvait peut être directement s'organiser pour avoir un vrai rapport de force avec les décideurs du conseil d'administration. Au final ceux qui avaient organisé le truc voulaient rester sur leur idée de temporiser, de rester sur la position de l'administration.

Comment t'analyses l'absence de conflictualité?

Je sais pas trop, il existe une peur, permanente, de sortir de son quotidien, de se mettre en conflit avec une administration et de risquer son diplôme quelques mois ou années plus tard.

T'en penses quoi toi, personnellement de l'évolution de ce mouvement et de ses impasses?

L'analyse que j'ai est un peu personnelle et peut être un peu décontextualisée d'un mouvement en école. J'avais vraiment l'impression de revivre les mouvements que j'avais vécu quelques années avant à la fac, avec les mêmes états d'esprits, les mêmes groupes, et un petit peu cette idée de devoir repartir encore une fois de zéro alors que tellement de choses ont été déjà faites. On part de zéro, on fait les mêmes erreurs, on revoit les mêmes questions, les mêmes conflits qui se font à l'intérieur du mouvement plutôt que de s'organiser réellement.

C'était une expérience un peu désespérante?

J'y suis allé avec beaucoup d'a priori négatifs dès le début. Il y avait toujours le petit espoir de se dire que ça allait bouger. Mais vers où? Quoi qu'il arrive on était pas dans un mouvement comme celui sur la loi travail. On était très isolés, au fin fond des calanques, à côté d'un grand campus universitaire sans aucune lutte en cours, à une heure de trajet du centre ville. J'ai lâché complètement le jour où dans une réunion y a un des étudiants qui a dit: "*si on fait un workshop tout seuls entre nous, c'est un peu comme les révolutions arabes, une fois qu'on montrera qu'on est capables de s'organiser entre nous, le gouvernement, enfin l'administration, ils se rendront compte qu'ils sont inutiles et ils disparaîtront d'eux mêmes*". Devant tant de naïveté et d'aberration... j'ai abandonné. Ce gars là par exemple je l'ai vu en train de lire "*L'insurrection qui vient*".



△ **Spice Girls** ♦

Groupe anonyme qui a participé au mouvement de 2016 à avignon, notamment en proposant une action de "prise en otage" d'oeuvres d'art stockées dans l'école.

Pourquoi cette action?

△ Quand on était pas encore spice girls, y'a personne qui nous écoutait vraiment. On essayait de donner un coup de pied dans la fourmilière pour qu'ils se bougent un peu le cul et qu'ils arrêtent de faire des trucs pacifistes gnangnans qui menaient nulle part.

♦ Parce que les performances c'est bien beau, je dis pas qu'il faut pas le faire. Mais il fallait quand même mettre un coup de pression sur la mairie.

△ Lorsque l'on parlait en notre nom, personne n'écoutait. On s'est rendues compte quand on a lancé le collectif spice girls d'un coup, ça énervait tout le monde.

♦ Les gens ont flippé qu'on envoie nos photos et notre communiqué à la presse. Ils avaient peur de tout, ils avaient peur que le FRAC annule leur partenariat avec l'école.

△ Ils avaient peur de tout, et ils voulaient juste faire des actions où on fait de la lèche à la mairie, aux profs.

♦ Comme personne nous écoutait, on s'est dit qu'on allait faire une blague.

Pourquoi vous vous êtes senties obligées de vous justifier par rapport aux autres?

△ Ils sont devenus agressifs, ils ont crevés nos pneus, on a reçu des menaces sur facebook...

Pourquoi cette impossibilité de faire les actions que vous proposiez?

♦ ils voulaient que tout soit collégial, que tout se décide ensemble.

Mais qui "ils" ?

△ Ben le noyau, là, toute la clique. Ils nous désignaient en tant qu'éléments perturbateurs du mouvement, en tant que frange extrémiste. Toute la bande qui gérait le mouvement, qui se déclarent "pacifistes", ils se sont mis à dire que les comités anonymes faisaient pas

partie du mouvement, qu'ils débordaient. Comme le comité des serruriers-déménageurs. Des profs ont enquêté pour savoir qui étaient les comités anonymes. On s'est fait traiter de fascistes infiltrés!

♦ Des gens se sont mis de notre côté, se sont mis à prendre notre défense et partageaient nos idées.

△ Mais pour les profs on était vraiment un danger. On essayait de défendre le fait que ça pouvait être une tactique efficace. Ils disaient qu'on allait donner une mauvaise réputation à l'école, qu'il fallait rester... Comment ils disent?

♦ Crédibles.

△ Ils parlaient tout le temps de "crédibilité", faut pas se mettre la mairie à dos. Alors que bon, avec 20% de baisses de subventions, est ce qu'on a pas déjà la mairie à dos?

♦ Ils disaient qu'il fallait que l'on soit apolitiques, qu'attaquer la mairie c'était être politique, c'était attaquer la gauche, la culture.

△ Pendant le workshop* pour la construction du cheval par exemple, ça leur a fait peur : "Mon dieu vous saccagez le workshop, on va pas aller manifester avec la CGT contre la loi travail, ça a rien à voir!"

♦ Quoiqu'on proposait de toutes façons c'était mort, c'était purement personnel.

Pourquoi des gens dirigeaient ce mouvement ?

△ Ils se sont plus senti pisser, parce qu'ils y ont trouvé leur propre intérêt. C'est là où ils me font rire quand ils parlent d'apolitisme, parce que c'est exactement le comportement d'un politicien, utiliser le groupe pour servir ses propres intérêts, pour se sentir utile.

♦ C'était pas des personnes qui étaient malveillantes, ils pensaient vraiment bien faire, à la base ils agissaient pas du tout par intérêt.

△ Au final, c'était plus devenu un rapport de pouvoir au sein des étudiants qu'un conflit avec la mairie.

* Dans le cadre du mouvement, une semaine de "workshop" ouvert à toutes les écoles d'art a été organisée à Avignon. Une petite centaine de personnes venant de toute la France s'y sont croisés.

À un moment votre action a été proposée en AG, ça a donné quoi?

♦ Dans les AG ils noyaient tout, ils faisaient des pseudos compromis.

Δ Ils parlaient tout le temps de démocratie, mais ce mot c'était un gros prétexte. Les assemblées générales c'était vraiment du mytho, on te laissait pas la parole, si tu veux faire une action qui plaît pas, on se désolidarise de toi...

Un an après ce mouvement, c'est quoi votre bilan sur tout ça?

♦ Au bout d'un moment t'as envie de leur donner raison à la mairie et leur dire fermez cette putain d'école. Là ça fait un an, du coup si on devait refaire le mouvement... Moi je le ferais pas. Si ça avait fermé en fait ça serait peut-être pas plus mal. Quand tu vois ce qui reste, comme profs... Tous les profs qui sont partis... quand tu vois la dynamique de l'école, c'était déjà pas dynamique avant mais là... Même au niveau des étudiants, y'a eu cette petite dynamique de la semaine de workshop mais c'était une bulle, depuis plus rien. Tu vas à l'atelier t'es toute seule toute la journée... à un moment faut arrêter de se voiler la face, c'était pas uniquement la faute de la directrice*.

Δ Avec le recul, j'ai l'impression que les profs voulaient centrer le mouvement sur la haine contre la directrice parce que ça créait une cohésion, un ennemi commun, et surtout ça masquait les incompétences de tous les autres. C'est clair qu'elle nuisait totalement à l'école, mais quand tu vois les profs et même les étudiants, ils sont tellement pas animés par ce qu'ils font, ça en est flippant. Δ ♦

* Le mouvement à Avignon en 2016 fait suite à la décision du Conseil d'Administration de fermer la première année à cause des baisses de budget. Rapidement, les revendications vont se déplacer sur le conflit entre la directrice en place et le reste de l'école (étudiant.e.s, enseignant.e.s et personnels).

• Louise •

Étudiante qui est passée à Valenciennes pendant le mouvement et qui nous apporte un témoignage indirect de ce qui s'est passé pendant le mouvement.

Comment t'as perçu le mouvement de Valenciennes?

La principale impression que j'en ai eu c'est qu'ils étaient sur la position de s'accorder avec l'administration. C'était vraiment le même schéma qu'Avignon, avec une personne qui incarnait le mouvement. Cette personne c'est un peu la bonne élève de l'école, par exemple elle a eu 20 à son diplôme de troisième année. Elle s'est emparée du mouvement et elle s'est mise à l'incarner de façon assez autoritaire. Quand des formes de contre-pouvoirs ont émergé, il se sont faits tout de suite tasser par le groupe. Pour ce voyage-là, j'avais préparé un espèce de fond d'archives, et je me suis rendue là-bas pour une grande assemblée inter-écoles. C'était blindé d'étudiants, même si bizarrement y avait pas tant d'étudiants de Valenciennes, mais surtout des étudiants de Cambrai.

Y avait des envies de faire des choses quand même, j'ai proposé un temps pour présenter les archives que j'avais, pour faire une discussion là-dessus, pour transmettre des expériences d'occupations, d'actions... J'ai passé le film sur l'occupation des beaux-arts de Paris par exemple. Des étudiant.e.s étaient intéressé.e.s par les mouvements, mais y avait aussi une grande part de méfiance et d'hésitations... Dans les discussions revenaient toujours ces propositions d'actions symboliques. Du genre défiler dans la rue avec nos valises, parce qu'on fait nos valises parce que l'école va fermer. C'était une ambiance un peu étrange, entre des gens qui avaient envie de réfléchir à des actions et d'autres qui étaient dans ce rapport de non-conflictualité avec l'administration, qui en étaient un peu comme le prolongement...

Et du coup ça a débouché sur rien. Par exemple, ils avaient monté un collectif ESADiscount, qui s'est auto dissout quand les responsables du CA ont dit qu'ils suspendaient provisoirement les baisses de budget. Et du coup ce collectif a été totalement récupéré pour servir de vitrine comme quoi tout allait bien dans l'école. Et sinon, visiblement y'a eu une tentative d'occupation qui s'est faite dégager par la BAC, mais j'ai pas réussi à en savoir plus. Ils voulaient pas trop en parler et ça avait l'air d'un sujet sensible.

Qu'est-ce que ça a donné ton intervention dans la réunion?

Ca m'a posé vachement de questions de débarquer là-bas avec mes archives, avec des documents à transmettre...C'était hyper bizarre, j'étais dos à l'écran, face à eux dans l'amphi, et je leur présentais chaque document en parlant des implications. Ça faisait un peu cours. Et quand je leur ai proposé d'échanger, ils me demandaient systématiquement "et si on fait ça, qu'est ce que t'en penses?". J'étais dans une genre de position de pouvoir, une position d'expert. Ils avaient besoin de légitimer leurs actions par mon acquiescement. Ils cherchaient une validation, parce qu'ils flippaient, qu'ils savaient pas comment faire et que toi t'as l'air d'avoir de l'expérience.

Et par rapport à la structure du mouvement et cette leader?

Ça a fonctionné par système d'AG au début, mais y a eu cette personne qui a incarné le mouvement. J'ai eu un peu la sensation qu'elle s'entendait très bien avec les enseignants et que ça a participé à lui donner un pouvoir symbolique. Certains étudiant.e.s m'ont dit d'ailleurs en off qu'ils avaient essayé d'instaurer un système de décision plus collectif, mais que des profs leurs ont bien insinué qu'il fallait pas la remettre en question, sous peine de représailles... •



Parallèlement à ces mouvements corporatistes, une occupation des beaux-arts de Paris a eu lieu à la même période, durant le mouvement contre la loi travail. Nous avons choisi de vous présenter la retranscription de l'enregistrement d'une conversation à Avignon en rapport aux violences policières que les étudiants de Paris avaient subi. Elle nous semble révélatrice de la perception de l'école d'art comme lieu séparé du monde.

> / * °

* Comment on se positionne collectivement par rapport à ce qu'ils disent? Qui a un avis la dessus, moi mon avis il est très clair... Mais bon je pense que c'est pas le même que le vôtre.

> C'est-a-dire?

° J'estime que, clairement, ils ont été victimes de violences policières. Ils participent à la lutte sur la loi travail, qui est plus un mouvement global, c'est sous-entendu dans leurs revendications qu'ils dépassent le cadre de la loi travail, c'est un mouvement de jeunesse, sur une impossibilité à s'exprimer et à être entendu. Ils sont réprimés extrêmement violemment. Il y a aussi une lettre des profs des beaux-arts de paris qui ont écrit quelque chose par rapport aux violences policières dont ils ont été victimes, qui les dénonce. La question c'est comment nous on se positionne par rapport à ça.

/ Peut-être qu'on pourrait faire une réponse pendant le workshop? Un des ateliers peut-être, pourrait parler des violences policières. C'est pas que les écoles d'art qui sont concernées, il y a des jeunes qui se font tabasser. Il y en a des dizaines. Voir plus.

* Oui on peut faire ça... Moi, je pensais au moins leur répondre par un communiqué rapide.

/ Moi les violences je suis pas contre d'en parler, mais le truc c'est qu'on est assez loin de Paris, et personnellement, j'arrive pas à me rendre compte, j'ai jamais fait de manifestation de ma vie, j'ai 19 ans. Pour moi, ce serait important de dire, okay, c'est pas normal ce qui se passe, vous avez pas à être frappés, etc, mais ne pas s'éloigner du sujet principal, on a des soucis et il faut que ça change.

> En fait, le problème c'est le même. Le problème de fond, c'est qu'il y a personne qui nous écoute. Quoi qu'on fasse. Le seul moyen actuellement qu'on a de se faire entendre par la mairie, c'est de tout casser. Il s'en fichent de ce qu'on est en train de vivre.

Et du coup, je trouve qu'au contraire, on est vachement liés à ce qui leur arrive.

° Si on part du principe que le propos est encore de mettre en place un rapport de force, l'idée c'est de s'unir avec les autres écoles qui ont des problèmes, à savoir toutes les autres écoles d'arts, y compris celle de Paris. Autant unir le propos, donc d'embrasser leur propos, qui est tout sauf absurde. Il me semble que personne ici n'aurait envie de se prendre des coups de battes dans le nez. Il n'y a qu'en s'unissant avec d'autres qu'on pourra créer un rapport de force. En se mettant ensemble, et en avançant ensemble, faire boule de neige, pour écraser à peu près tout ce qui passe en dessous.

> Est-ce qu'on veut par exemple parler d'une posture un peu synthétique où on dirait que dans les deux cas c'est deux mouvements de jeunesse qui sont à la fois méprisés, nous on est pas réprimés parce que le mouvement a pas atteint ce stade-là, mais qu'on partage en tout cas leurs dynamiques, leurs revendications et le fait, la conscience du fait qu'on est méprisés par le pouvoir.

* C'est intéressant de faire un parallèle, après il faudra proposer une "solution", est-ce qu'on peut faire quelque chose tous ensemble. Est-ce qu'on peut faire chacun dans notre ville un mouvement au même moment ?

° Peut-être ce serait pas mal.

/ Mais tout casser ...

> Non casser nan.

* Tout casser c'est-à-dire ?

> Ce serait le seul moyen de nous faire entendre. Peut-être ça serait casser des trucs.

/ Avoir un rapport de force ça ne veut pas forcément dire péter la gueule au gens ou casser des trucs.

° Moi je vois bien bloquer la route ou des trucs comme ça.

° La question elle ne se pose pas parce qu'on a simplement pas de rapport de force pour pouvoir aller faire ça. Moi, je voudrais bien aller péter des trucs, mais je vais pas aller le faire tout seul.

* A l'heure actuelle, là ce qui va se passer c'est qu'il ne va rien se passer et à la rentrée on va se taper Boulard, nous on a un enseignement tellement pourri, tu vois. Je suis vraiment énervée. Est-ce que le moyen c'est d'y aller plus violemment ?

*Coupure de l'enregistrement pendant 40 minutes.
La discussion suit toujours son cours*

> Je n'ai pas compris, je croyais qu'on devait rester et squatter l'école pour le workshop.

/ Apparemment, ce qu'on a entendu c'est trop compliqué. Il y aura sûrement trop de monde.

* Pour revenir sur ce dont on parlait tout à l'heure, je veux bien écrire une réponse, mais je veux pas me faire entendre dire encore que je vais trop loin... Si vous pouviez me dire en gros clairement quelle est la limite.

° Déjà il faut qu'on dise qu'on a envie d'unir toutes les écoles d'arts. C'est un point.

> Là dans le sujet, il faut recentrer pour pas donner un aspect global, mais un truc concret. Et que là on parle d'école d'art, et effectivement c'est un climat plus global encore mais là justement sur les écoles d'art il y a un climat comme ça partout. Dans toutes les écoles en fait. Et si ça touche Paris aussi, c'est que effectivement il y a un soucis.

° Après est-ce que les autres qui ne sont pas là seront d'accord avec ce que nous on pense ?

* Mais ils sont pas là.

/ On risque forcément de se taper des remarques.

* Hé ben, ça restera des remarques.

/ Ils avaient qu'à venir aux A.G.

* C'est pas grave. C'est l'A.G qui décide. Après les positions elles sont décidées en A.G, si des gens ça leur plait pas, c'est tant pis pour eux. Ma question d'écrire un texte commun, c'est plus dans l'idée: est-ce que c'est la sensation que tout le monde a et que tout le monde a envie de défendre? Ou au final vous vous en foutez, j'écris mes textes dans un coin. Au bout d'un moment, comment vous vous ressentez le fait que des mecs de paris écrivent une phrase qui nous concerne ici? J'arrive pas à savoir si vous êtes vraiment intéressés, ou si c'est que la question de l'école d'art d'Avignon qui vous intéresse.

> Non, on peut pas rester auto-centrés comme ça.

° On doit répondre. Point barre. Et signer l'A.G d'Avignon.

/ Faut leur répondre, ça c'est sur. Faut pas leur répondre qu'on va venir casser du flic avec eux non plus, mais juste qu'on pense à eux et qu'on les soutient c'est évident. Mais pourquoi on répondrait avec de la violence à des gens qui nous font une violence? Je trouve pas ça logique. Je pourrais monter à Paris, les aider, les voir, parler, discuter, échanger, peut-être même monter le genre de rencontre comme on est en train de le faire ici. Mais après pour casser du flic, non moi personnellement.

° J'ai pas proposé de "casser du flic". On a jamais dit ça, et Château Commun non plus...

> J'ai pas dit que tu avais proposé de le faire. J'ai dit juste que je vois les choses comme ça. Après c'est mon avis personnel.

* Mais c'est intéressant. Après sur la notion de casse, c'est ce qui est dit dans la lettre des profs. Ils expliquent que la notion de casseur, c'est quelque chose qui vient du pouvoir. Qui nomme pour diviser, qui est utilisé pour un pouvoir répressif. J'avais pas prévu de faire une défense de ça... Mais si tu veux la lire tu peux. C'est la lettre des profs des beaux-arts de Paris. Elle est bien.

/ Mais si on parle des violences policières sur d'autres étudiants on soutient pas leur combat contre la loi travail ni quoi que ce soit, on s'oppose juste aux violences policières.

° Faut quand même qu'on ait une voix, faut quand même qu'on ait une aide

* Eux ils nous soutiennent. L'idée de faire un parallèle entre eux, les violences qu'ils ont subit par rapport à la police et nous les violences on va dire plus psychologiques qu'on subit par rapport à la mairie.

> Après l'occupation elle date de jeudi, le texte date de jeudi, donc l'idéal c'est de leur répondre rapidement. Ne serait-ce qu'un communiqué. Après ça n'empêche pas de faire un truc pendant le workshop. Mon idée c'était au moins de faire un communiqué collectif et de prendre position par rapport à tout ça rapidement.

(brouhaha) Le débat... (brouhaha)

° D'autres trucs à dire sur tout ça?

/ Tu vas le faire le communiqué?

* Je vais le faire d'ici ce soir. Au niveau du contenu je fais un parallèle entre les deux luttes.

> Dit qu'on est solidaires.

* Qu'on est juste solidaires?

/ Qu'est-ce toi tu aurais voulu mettre? Si ça se trouve on va être d'accord. On peut faire un parallèle entre les violences physiques et les violences psychologiques.

° Oui dire que dans les deux cas, il y a un mépris profond du pouvoir pour la jeunesse. De dire qu'il y a une forme de violence qui s'exprime. Dire que voilà, eux il ont subit les violences physiques parce que leurs mouvement était assez fort pour les déranger, nous on l'est pas assez pour les déranger physiquement, la seule violence qu'on a c'est le mépris qui s'exprime dans la lettre ou quoi. Dire qu'on soutient toute modalité d'action, même les modalités d'actions violentes parce qu'on entend bien qu'à force d'être méprisés, d'être réprimés, à force de se faire tabasser, effectivement il y a des gens qui se décident à aller en manif cagoulés, casqués et à se battre. Parce qu'au bout d'un moment c'est bien gentil de se faire péter la gueule, on peut s'estimer solidaire de ceux qui cassent en manif, parce qu'il n'y a plus que ça qui est possible.

> Faut un peu arrêter de fantasmer, les gens qui cassent en manif, c'est vraiment des gens comme vous et moi. Au début, les premières manifs que j'ai faites j'étais vraiment contre l'idée de toute violence, par contre tu te prends des lacrymos et quelques coups de matraque, c'est une expérience qui fait que tu abordes les choses différemment. Tu vas plus en manif pour te faire péter la gueule, tu as des stratégies plus offensives. Finalement, le pouvoir il veut retourner la situation. Faire croire qu'il y a les casseurs qui sont violents, alors qu'en fait ils ne font que répondre aux violences. Ne pas rester pacifiques, c'est ne pas rentrer dans ce jeu là...

/ Oui, mais sauf que dans le journal ils auront filmé le moment où tu lances ta brique. Voilà, tu deviens un casseur.

° C'est pour déjouer ça que dans la lettre des profs ils disent "nous sommes tous des casseurs", c'est un slogan, c'est pour déjouer ce truc policier de manipulation.

* Après il s'agit de parler de violence sans forcément la faire, on peut très bien s'estimer tous casseurs sans aller tous dans le truc de la bnp paribas. Il s'agit de se positionner. Positionner l'école. Nous, étudiants...

> Faut vraiment qu'on organise l'action sur le pont d'Avignon. On monte tous dessus et on se fait prendre en photo avec une banderole. Ça aura un super impact.

°*/>

L'idéologie de la séparation est un lieu commun dans le champ artistique, qui est perçu souvent comme un "en-dehors". On entend d'ailleurs souvent dire à l'école: "c'est normal, c'est l'école d'art, ici tout est différent". Ce qui nous semble flagrant, c'est que l'école d'art n'est pas un lieu différent, en ce sens que les rapports de pouvoirs et de dominations qui s'y jouent sont les mêmes que ceux qui se retrouvent partout ailleurs. Ainsi, les oppressions sexistes y sont particulièrement présentes. Nous avons choisi dans ce sujet de vous présenter cet entretien avec Clémence étudiante à [REDACTED] et participante d'une action.

= Clémence = _____

Nous avons beaucoup hésité à faire quelque chose avec la direction de l'école, nous voulions garder une autonomie mais nous étions un peu dépassé.e.s par la situation. Tous les gestes et paroles que nous ou d'autres ont subi sont illégaux et il existe des peines. Plusieurs professeurs n'ont pas du tout conscience de leurs actes et de leurs impacts. C'est une habitude pour eux, c'est leur quotidien, il ne leur semble pas évident que certains de leurs gestes et paroles sont déplacés. Nous voulions faire pression et montrer quelque chose de fort pour que tout cela cesse.

Nous avons donc prit la décision de tenter de travailler avec la direction pour des raisons assez simples. Nous avons essayé de mettre en place des réunions ouvertes pour tous les étudiant.e.s, mais comme souvent, ça n'a pas marché. C'était pourtant important pour nous de ne pas être un groupe fermé. Ne pouvant pas agir directement dans l'école sans se mettre en danger et sans parler avec notre identité, on a décidé de faire un texte et de le lire au C.E.V.E (Conseil des Études et de la Vie Étudiante).

Nous nous sommes dit que si l'on arrivait pas forcément à faire de la prévention et à sensibiliser un maximum d'étudiant.e.s, il fallait agir dans les corps enseignants et administratifs. Afin d'être clair.e.s et de leur faire comprendre que leurs comportements sont inadmissibles.

Comment avez-vous fait pour mettre cela en place ?

La directrice adjointe à la pédagogie, nous a proposé de participer au C.E.V.E*. Nous avons écrit un texte qui comportait des témoignages. Le directeur a dit que l'école était obligée de prendre position face à ce problème, et qu'il fallait supprimer ces discriminations. Ce dont nous étions sûr.e.s, c'est que le mot était passé, on avait été entendu.e.s. Même si concrètement, aucune décision n'avait été prise.

* Conseil des Études et de la Vie Étudiante.

A la suite de réunions pédagogiques entre des enseignant.e.s et l'administration, l'adjointe à la pédagogie est devenue la porte-parole de nos actions et de nos envies.

Qu'est-ce qui s'est passé depuis ?

Pas mal d'étudiant.e.s ont réussi à dire aux enseignants que cela posait problème lorsqu'ils étaient tactiles. Mais il a fallu attendre qu'une intervenante signale le comportement d'un enseignant pour que la direction "réprimande" officiellement ce dernier. Nous avons déjà eu des problèmes avec cette personne mais rien ne s'était passé vis-à-vis de la direction. Même si nous n'avons pas réussi à transmettre ces luttes à l'ensemble des étudiant.e.s de l'école, nous avons été identifié.e.s comme des personnes de confiance, vers qui l'on peut se tourner. La preuve, c'est qu'une étudiante qui avait subi des pressions d'un enseignant est venue nous voir pour avoir du soutien et pour tenter de faire quelque chose.

Que s'est-il passé pour cette étudiante ?

Elle a commencé à monter un "dossier" sur l'enseignant en question et a contacté d'autres étudiant.e.s pour récolter des témoignages sur son comportement. Elle a prit en charge cette histoire de façon autonome. C'est encourageant de voir ce genre de choses se passer.





Quelles ont été les réactions des enseignants ?

Il y a eu une amélioration, mais elle n'a pas été constante. Certain.e.s étudiant.e.s et enseignant.e.s ne nous ont pas prit au sérieux. C'était dur à gérer, surtout quand cela crée un conflit entre étudiant.e.s. Les tensions prennent beaucoup d'énergie alors que nous avons encore beaucoup à faire. On s'est même faites traiter d'hystériques par un enseignant. Il proférait ce discours devant pas mal d'étudiant.e.s. C'est à ce moment là qu'on a eu peur pour notre place dans l'école. La direction a été à l'écoute de nos problèmes. Nous avons décidé d'avoir des actions moins directes. De mener des discussions sur le long terme. Nous allons faire venir des intervenant.e.s extérieur.e.s, en accord avec la direction. Même si nous avons envisagé de revenir à des actions plus directes, l'énergie est plus diffuse et c'est donc un peu plus compliqué de mettre cela en place. De plus, nous souffrons toujours de nos engagements dans la lutte contre le sexisme et les discriminations, pendant des bilans notamment.

Quel est votre lien avec l'administration aujourd'hui ?

Je pense que la direction a totalement récupéré ce qu'on avait mis en place, mais je sais pas si c'est en bien ou en mal. D'un côté c'est bien, parce que nous étions très peu, que c'était lourd à porter et que nous avons peur de perdre notre place dans l'école. Mais de l'autre c'est triste car notre "mouvement" ou "initiative" s'est institutionnalisé. J'aurais préféré que cela reste étudiant. Le directeur, en récupérant l'action étudiante, voulait créer un groupe de travail, constitué d'enseignant.e.s, de la direction et de quelques étudiant.e.s. Une des personnes voulant participer à ce groupe est une des personnes qui a un comportement extrêmement oppressif. Comment faire dans ce cas-là ? Cela nous a posé beaucoup de questions mais ça nous a principalement dégoûtées de voir ce genre d'attitude. Le flou est constant à cause de ça... S'il y a autant de sexisme et de discrimination dans notre école, c'est que les rapports entre les individus sont pluriels.

Il y a différents types de relations.
Entre étudiant.e./administration.
Étudiant.e/enseignant.e.
Étudiant.e/technicien.ne.
Entre enseignants.
Enseignant.e/technicien.ne.
Enseignant.e/administration...

Il n'y a pas de limite en soi, c'est cette absence de limite qui crée et accentue ces rapports et comportements inappropriés. En fait, je crois que pas mal d'enseignants n'arrivent pas du tout à gérer cette absence de barrière. En soi les relations d'affinités avec les enseignant.e.s ne sont pas un problème. Tu peux avoir une vraie relation de travail. Il y a une compréhension totale entre eux et toi et c'est un atout d'être proche de certain.e.s enseignant.e.s. Car pour certain.e.s étudiant.e.s, ce n'est pas un souci d'avoir ce genre de relations, mais pour d'autres ça l'est. Et c'est là que la barrière doit exister. Je voudrais demander à ces enseignants, qui ne savent pas faire la différence, s'ils sont prêts à toucher l'épaule de n'importe qui dans la rue.

C'est à eux et à nous aussi, étudiant.e.s, de savoir réguler nos actions. C'est à eux et nous de se demander lorsque nous parlons avec quelqu'un : quel est mon rapport à cette personne, est-ce que je suis proche de cette personne ? Se poser la question avant de poser la main n'importe-où. =



Cette question de la séparation permet aussi de se poser des questions sur les enjeux en matière d'urbanisme. En effet, l'école en tant que lieu et en tant qu'institution se confronte à des problématiques au niveau du territoire qu'elle occupe. Nous avons pu voir ces derniers temps quelques écoles s'exiler des centres villes pour les périphéries (Avignon, Marseille, Valenciennes, Cambrai). Plusieurs déménagements, des nouvelles constructions (Nantes, Nancy), qui ne sont pas sans arrières pensées politiques. Récemment, un mouvement a eu lieu sur Valence en lien avec la construction d'une extension.

Depuis un certain temps, l'école d'art de Valence se trouve dans un quartier classé ZUP. Lors du précédent mandat, la municipalité voulait déplacer l'école en centre ville, en finançant son transfert. Puis les dernières élections municipales ont changé la donne. L'école devait rester. Cependant, Valence Agglomération finance une extension, car un manque de place se fait sentir. Mireille, étudiante à l'ESAD-G.V, nous raconte le projet d'extension de l'école de Valence et la façon dont les étudiant·e·s s'opposent à ce projet depuis le début des travaux, en Janvier 2017.

≈ Mireille ≈

Tu peux me parler de ce projet d'extension ?

Il n'y a eu aucune concertation. Les archis ont fait leurs trucs et ils avaient plusieurs problèmes. La largeur des couloirs faisait 1m20. Ils ont suivi les normes, mais elles ne sont pas forcément adapté pour du transport d'objets de grandes dimensions, de toiles de peintures ou quoi que ce soit. L'école possède une annexe dans un bâtiment juste à côté de l'école. Ce bâtiment fut squatté pendant un temps par des sans-papiers, et lorsque l'extension sera terminée, l'annexe sera supprimée. Cet immeuble deviendrait une espace technique de la ville. L'extension participe donc à la restructuration du quartier. Le parking, sur lequel l'extension sera, c'était l'espace de vie de l'école où on se trouvait tous et toutes.

Quand les enseignant.e.s ont pris connaissance du projet et des plans, ils et elles ont demandé une concertation avec les architectes. Cela s'est extrêmement mal passé. Les échanges n'ont pas existé et une énorme violence s'est déployée contre les enseignant.e.s. En leurs disant que les plans ne pouvaient être changés, que le temps était trop court, que le budget ne pouvait pas suivre... Un vrai mur. Les enseignant.e.s ont essayé d'agir par la réunion. Ils et elles ont fait des recours juridiques contre ce

projet pour plusieurs raisons dont le fait qu'il n'y ait pas eu d'appel à projet... Pour un chantier à 3 millions d'euros. Aucun changement à la situation. Moi, j'étais en Erasmus l'année dernière et quand je suis rentrée en début d'année, personne n'en parlait. A un moment donné, avec une amie on y a repensé, et on a décidé de faire une réunion pour ouvrir le débat. Mais nous ne savions pas que 6 mois après les travaux allaient commencer. La réunion se passe, on se demande comment faire venir plus de monde. Alors nous pensons à faire une sorte de mail officiel.

Nous avons donc créé la fausse adresse mail des architectes de l'extension. On a envoyé un mail à toute l'école pour présenter les plans 3D du projet pendant une réunion où l'ensemble de l'école était convié. Des enseignant.e.s étaient révolté.e.s d'apprendre deux jours avant une réunion avec les architectes mais ils et elles étaient ravi.e.s d'avoir la possibilité de voir les plans 3D qu'ils et elles demandaient depuis longtemps. On avait sans le savoir bien visé, en touchant un sujet sensible. Cela a bien fonctionné, nous n'avions pas envoyé ce mail à l'administration mais le bruit à couru sur cette fameuse réunion avec les architectes. L'adjointe à la direction a même appelé le directeur pour l'informer.

Quand le directeur a eu l'information de cette réunion, il a téléphoné aux architectes pour leur dire qu'ils ne pouvait pas organiser une réunion dans l'école, sans passer par lui. Mais ils ont rétorqué ne pas être au courant et que ce n'était pas de leur fait. Une étudiante qui était avec nous au début du projet de mail a prit la décision d'en parler à ses profs, de dire que c'était nous derrière ce mail. Car pour elle il fallait le dire pour que la réunion ait vraiment lieu. Les profs l'ont dit à l'administration. Nous avons eu rendez-vous avec le directeur, qui nous a dit que c'était très grave l'usurpation d'identité, que c'était inadmissible pour des futur.e.s professionnelles...

Tous les étudiant.e.s en ont entendu parler. La question de l'extension était relancée. Les enseignant.e.s nous ont soutenu.e.s et nous ont assuré que s'il y avait des sanctions ils et elles seraient là pour nous. La réunion n'a pas eu lieu. Depuis que cela a commencé, tout est fait pour invisibiliser les travaux. Il y a eu la pose de la première pierre qui a été faite en totale discrétion, nous l'avons appris deux semaines après dans la presse. Nous avons écrit un texte "*trouble dans l'école*", il raconte ce que nous avons fait et pourquoi nous l'avons fait. Nous savions qu'une autre réunion ouverte à toute l'école arrivait, avant le lancement des travaux. Et nous avons donc profité de ce texte pour inviter les étudiant.e.s à discuter après la réunion.

C'était une réunion foutage de gueule, comme si cela nous concernait pas du tout. Que nous n'étions pas capables de comprendre. On avait pas trop à y prendre part. Durant la réunion, après la présentation du directeur, les enseignants ont prit assez rapidement la parole et une fois qu'ils l'ont eu ils ne l'ont pas lâché. Il y a eu quelques interventions d'étudiant.e.s mais ils et elles se sont surtout échangé la parole, ils et elles nous ont présenté leurs luttes. J'ai l'impression que cela fut un frein parce qu'ils et elles avaient prit la parole pendant assez longtemps.

Après leurs interventions, que s'est-il passé ?

Nous ne voulions pas passer par un recours juridique. Nous voulions bloquer les travaux. Pour cela, nous avons organisé un repas la semaine avant que les travaux ne commencent. Il était censé commencer l'occupation du parking. Nous avons eu des débats assez animés sur les actions à faire. Certain.e.s n'étaient pas prêt.e.s même à juste mettre une chaîne sur le portail. Trop frontal selon eux. Et comme nous étions dans une option "*démocratique*", nous avons cherché à faire consensus. Le repas était un moment convivial. Pendant une prise de parole, j'ai dit qu'il ne se passait rien et qu'il fallait absolument faire quelque chose. Ça a un peu relancé le truc. Les étudiant.e.s ont commencé à faire des constructions, une cabane a été construite mais l'occupation du parking ne s'est faite que pendant les horaires d'ouverture de l'école. Donc ce n'était pas vraiment une occupation.... Nous avons abandonné le projet de lutter contre l'extension elle-même. Mais nous voulions agir pour ouvrir plus l'école sur le quartier. Nous avons donc organisé une sorte de Kermesse. Avec pour objectif de parler de l'urbanisation du quartier. Même si l'énergie manquait un peu, on s'est dit que c'était une bonne idée pour rassembler les étudiant.e.s. Au final elle n'a pas eu lieu mais nous avons fait des repas toute la semaine. Ces repas ont été des moments d'échanges assez sympa même si des élu.e.s se sont "*vexé.e.s*" de ne pas être invité.e.s. Et nous nous sommes dit que nous allons faire une Kermesse perpétuelle. Quelque chose de sauvage, sans aucune autorisation. ~

Cette critique de l'idéologie de l'école d'art comme lieu séparé pourrait être développée par l'étude du langage du pouvoir qu'on y rencontre. Cependant, nous avons fait le choix de laisser essentiellement la parole à des témoignages étudiants dans ce livre. Nous développerons ce point dans notre prochaine publication.

Nous allons maintenant présenter une sélection de différents textes produits lors de mouvements étudiants. Enfin, nous concluons par un montage de citations et de références qui constituent la base de nos recherches et de nos lectures sur ces problématiques. Nous tenions à les partager comme pistes de critiques et comme ouvertures, pour dépasser le cadre restreint de l'école d'art et amorcer une réflexion plus globale sur les liens entre la création, le politique et l'éducation.



23.02.2011
BULLETIN D'INFORMATIONS
HYPOTHÉTIQUES
#1

Je vais faire ici appel à des distinctions linguistiques, qui pour certain(e)s n'auront que peu d'intérêt. Malgré tout, il me semble que pour notre fonctionnement, il est bon de clarifier certains points de langage. Tout ceci n'est qu'hypothétique, et reste bien sûr de l'ordre de la proposition de ma part. Il y a eu mardi dernier, lors de l'AG précédente, évocation du terme "cellule", que j'avais amené plus tôt, dans la discussion. Or, la double utilisation qui en a été faite contredit quelque peu l'idée que j'en avais auparavant. Je m'explique.

J'ai d'abord entendu "cellule" concernant notre organisation locale, vis à vis d'un possible mouvement national. "La cellule brestoise", par exemple, au sein d'une possible coordination nationale. Puis, la deuxième utilisation s'est faite pour parler de petits comités, de rédaction ou d'analyse de textes. Mon idée s'approchait beaucoup plus de cette seconde utilisation. J'avais écrit un court texte là-dessus : Ce que j'entendais par "cellule", n'était pas notre organisation locale (que nous pourrions appeler "commune"), mais de petits groupes de personnes. Ceci a à voir avec le fonctionnement que nous pourrions adopter, ou plutôt créer, hors des Assemblées Générales. Car je pense qu'il va y avoir beaucoup de choses à faire, et pas seulement lors d'actions "coups de poings". Je désire donc proposer comme mode de fonctionnement hors AG, non pas la mise en place, mais plutôt la création spontanée, imaginiste, multiple, et caetera, de cellules d'individus (en nombres restreints) dont l'autonomie reste à définir. Il me semble qu'un fonctionnement par affinités (multiples) est plus prodigue au sens où l'on agit plus spontanément, plus librement aussi, dans un groupe que l'on connaît, et dans lequel on a confiance.

Ainsi, des cellules fédérées en "syndicats", en "communes", me sembleraient plus actives, plus imaginatives aussi qu'une assemblée de parlants, de muets et de demi-muets, de sourds aussi. Il y a plus de place, à mon sens, pour l'individu et sa volonté, sa décision, dans une fédération de cellules que dans un syndicat. Toutefois, la création d'une association, ou d'un syndicat, en termes légaux, semble inévitable. En effet, puisque nous décidons d'agir au grand jour, nous avons besoin d'un cadre légal (même si cela nous rend esclaves d'une légalité et d'un pouvoir,

que nous n'acceptons pas ou peu) pour affirmer et mettre en place notre légitimité aux yeux de ce (ou ces) pouvoir(s), justement. Mais il y a dans nos études quelques spécificités. Spécificité pédagogique, spécificité des rythmes de "travail", spécificité des rapports au monde extérieur, etc... Il faut les mettre à profit dans les luttes que nous envisageons, dans les actions que nous allons mener. Il ne faut pas se cantonner à la consensualité médiatique actuelle des organisations syndicales. Nous ne devons pas pour autant tomber dans le happening revendicatif, qui serait la parodie consensuelle de l'action politique artistique.

Mais étant donné qu'il y a autant de sujets et objets d'études que d'étudiants en école d'arts, nous devons mettre cette multiplicité à profit. Loin de nous diviser, d'individualiser nos "combats", ces spécificités et multiplicités doivent faire notre force (car ce sont aussi celles-là qui sont mises à mal par les différentes "politiques culturelles"). C'est pourquoi je propose que se mettent en place, (mais il y a déjà des cellules actives ici : au niveau de la prise de parole, de la proposition de création de notre commune, notamment), que se mettent en place des cellules (nommées ou non) relativement autonomes, et fédérées entre elles, d'individus, par affinités à la fois affectives, effectives et/ou électives. Des cellules solubles et dissolubles au possible, révocables, mouvantes, floues, actives ou non, imaginaires et imaginistes.

Ainsi, par groupes d'échanges, chacun(e) pourra mettre à profit à la fois son savoir et son envie vis à vis de telle ou telle part de l'organisation, qui pourront être l'étude de textes relatifs à notre situation, les actions à mener, l'organisation des déplacements, l'écriture de tracts, la fabrication de matériel "syndical", la mise en place d'une bibliothèque participative, la préparation de la fête (car oui, la lutte doit être ludique), etc... Tout ceci pourra être proposé à l'AG, puis mis en place de façon autonome, selon les désirs de chacun(e).

Cellule 451

Un neurone est une cellule, c'est une cellule très particulière. Les neurones ont comme fonction la communication, ils permettent la circulation de l'information dans l'organisme. Le système nerveux humain comprendrait environ 100 milliards de neurones.

Publication sur l'Asile Bordeaux, 25 février 2014

Nous, étudiants des Beaux-Arts de Bordeaux, ne reconnaissons pas la nomination de Sonia Criton au poste de directrice de notre école.

Nous n'acceptons pas le processus de nomination.

L'avis des représentants du corps pédagogique n'est pas pris en compte lors des prises de décisions et particulièrement lors de la nomination de Mme Sonia Criton au poste de directrice. Nous, étudiants, ne sommes pas correctement informés. Nous ne voulons pas d'un vote uniquement consultatif. Nous exigeons jouir d'un pouvoir de décision clair sur tout changement de direction, ici basé sur une simple note d'intention.

Nous rejetons le caractère rétrograde du projet pédagogique de Sonia Criton. Nous revendiquons l'école d'art comme un lieu à même de proposer et d'appliquer des alternatives pédagogiques, favorisant l'émergence de parcours singuliers et atypiques, en opposition au modèle universitaire classique. Nous nous opposons à l'utilisation de thématiques éducatives cloisonnantes, binaires et obsolètes. Nous refusons la scission entre Art et Design et continuons à multiplier les plateformes de rencontre dans le but de créer et entretenir une transversalité et un effacement des frontières. Nous sommes écoeurés par la hiérarchisation croissante entre étudiants, techniciens, enseignants déjà engagée par un retour absurde au système de notation. Nous valorisons des enseignements flexibles, combinatoires et modulables adaptés aux besoins des étudiants.

Nous refusons d'exister dans un système pédagogique fondé principalement sur une logique de marché. Nous revendiquons la complexité de nos enseignements en refusant toute vulgarisation dans les différentes formes d'apparition de l'école. Nous refusons de penser la visibilité de notre école en terme de racolage. Nous ne sommes pas un vivier d'exécutants de la création à disposition des pouvoirs publics et des entreprises. Nous nous alarmons du champ lexical entrepreneurial employé pour qualifier l'école dans la note d'intention concernée. Nous refusons que le fonctionnement de l'école se calque sur le modèle de l'entreprise qui implique : - l'image de marque- le retour sur investissement- le rendement quantitatif- la rentabilité des actes- la prime de fin de semestre!

Nous souhaitons aussi ouvrir des espaces de dialogues plus larges avec les institutions qui iraient dans une forme d'insertion professionnelle plus pertinente. Nous sommes ouverts aux partenariats mais souhaitons conserver pour chacun d'eux une véritable approche critique.

Nous choisissons d'être un lieu émetteur de regards critiques, novateurs et déstabilisants vis-à-vis d'une réalité politique, économique et artistique, non de céder à celle-ci de manière contraignante et appauvrissante.



Appel à l'occupation de l'école d'art

Nous, étudiants de l'ESAA, malgré nos appels répétés n'avons toujours aucune réponse de la direction de l'école, des professeurs, de la mairie et du ministère de la culture.

Nous sommes transparents. Nous sommes transparents. Nous sommes transparents. Puisque nous sommes transparents, nous allons occuper l'école. Nous allons nous réapproprier ce qui nous a été volé depuis trop longtemps par un dictateur ridicule et ses complices pathétiques.

Puisque nous sommes transparents, nous ne laisserons plus entrer ni le Festival d'Avignon ni la Collection Lambert, qui profitent de nos locaux pour étaler leur culture élitiste de leur nombril à leurs chevilles. Nous ouvrirons les premiers et briserons les seconds.

Puisque nous sommes transparents, nous ne laisserons plus entrer qui que ce soit dans cette mascarade d'école. Nous attendrons la police: elle montrera le vrai visage de l'enseignement de l'art.



Manifeste du comité d'occupation de la haute école d'arts de perpignan 2015

Nous, étudiant.e.s et enseignant.e.s du comité, avons décidé d'occuper les locaux de la haute école d'art de perpignan afin de faire entendre notre voix et nos revendications.

Dans le contexte national actuel, les lieux dédiés à l'art sont menacés, certains ont même déjà fermé. Aujourd'hui, une école bicentenaire est à son tour condamnée par son principale financeur. Dans un an la haute école d'art de perpignan fermera ses portes dans le silence assourdissant de l'état et des collectivités territoriales.

La situation que nous vivons est intolérable! Nous dénonçons le harcèlement, les pressions, les rumeurs, les mensonges, qui empêchent la bonne tenue de l'enseignement et la présentation des diplômes. Nous dénonçons également la non prise en compte de candidature de qualité reçues par le Conseil d'Administration quant au poste a pourvoir de directeur.

D'autre part, nous déplorons de nombreux dysfonctionnement au sein de l'EPCC non dénoncés par nos organisations de tutelles. Le conseil d'administration est soumis à des extérieur et politiques, remettant en question sa souveraineté. En juillet 2014, la décision concernant la fermeture de la première année à été prise de manière unilatérale par la Ville de Perpignan et donc imposée au Conseil d'Administration qui malgré notre indignation et nos protestations, a du valider cette action.

Nous contestons l'argument économique est démonstration en sera faite : il s'agit de choix idéologiques et politiques.

Notre combat continuera jusqu'a ce que l'Etat, et les collectivités territoriales prennent mesure de la situation réelle et restaurent le premier cycle de la haute école d'art de Perpignan.

Aujourd'hui nous occupons l'école pour continuer d'y étudier demain.

L'excellence rend con

Vous avez probablement pu apercevoir cette petite phrase sur des stickers ou sur les trottoirs du quartier de la rue d'Ulm. Il semblerait que la tournure soit le fait de l'exaspération d'étudiants de l'ENS et de l'ENSAD, pour qui "excellence" est ce mot valise qui semble infléchir dans les deux écoles tous les choix des directions. Ce slogan, au-delà d'être plutôt drôle, reflète à notre sens extrêmement bien le délabrement pédagogique qui s'opère dans l'enseignement, en particulier dans notre école des Arts-déco. En effet, depuis l'arrivée de notre nouvelle directrice Geneviève Gallot, qui pour la première fois dans l'histoire de l'école n'est pas issue des métiers de la création, l'ENSAD a subi une politique managériale féroce qui a eu pour conséquence, en plus de pourrir le climat de l'établissement (plaintes répétées du personnel, dépôt de main courante à la gendarmerie, démissions...), d'ériger en principe une gestion de la pédagogie violente, autoritaire (cf. les textes produits par l'ensemble des élus du CER moins un sur le dévoiement des instances démocratiques) et surtout totalement absurde. Et l'exemple le plus caricatural est probablement cette notion "d'excellence".

Ainsi, lorsqu'il s'agit d'évoquer le futur de l'école, nous ne parlons plus de pédagogie mais d'excellence! Une sorte d'objectif flou et lointain derrière lequel nous devrions tous nous ranger, bien sagement, tout en s'auto-congratulant d'être les meilleurs. Mais quel est ce séduisant mirage? Rien n'a jamais été précisé mais il n'y a pas besoin d'être très malin pour déceler derrière ce mot-valise¹ une formidable diversion qui a du mal à cacher l'incompétence totale de notre direction en matière d'enseignement et de création. Aussi, parce qu'il ne s'agit plus que d'excellence (il suffit de relever le nombre de fois que le mot est utilisé dans les communiqués de l'école et les textes officiels depuis l'arrivée de la nouvelle directrice), la pédagogie et l'instance censée être son lieu d'élaboration ont été complètement mis sur la touche, afin que puisse s'exprimer librement une mafia des couloirs, faite de quelques coordonateurs ayant fait serment d'allégeance à notre direction despotique. Mais tout cela sous couvert d'excellence bien sûr.

C'est pourquoi l'ensemble des élus du CER (moins un), en plus de dénoncer cette situation ubuesque, s'inquiète profondément des conséquences pédagogiques désastreuses et de l'enseignement au

rabais proposé par l'école depuis quelques années. Et c'est bien pour cela que le slogan initial prend tout son sens : en autoproclamant haut et fort notre supposée excellence et en l'érigeant comme objectif ultime, on a décrété de fait l'obsolescence de la pédagogie et sacrifié l'essence même de notre école : enseigner la création.

Donc, oui, l'excellence rend con.

1. Un mot-valise est un fourre-tout sémantique qui a d'abord pour but de faire diversion à des manœuvres autoritaires dans notre cas, qui a également très bien été analysé par Eric Hazan dans son livre LQR, la propagande du quotidien et publié aux éditions Raisons d'agir, créées par Pierre Bourdieu.



Communiqué de presse #4 de la cellule 451 de Brest

Le 18 mars 2011, les étudiants-tes de l'école supérieure d'arts de Brest; réunis sous le nom de Cellule 451 ; ont proclamé l'occupation de leur établissement en réaction à la création d'un EPCC regroupant les quatre écoles d'arts de Bretagne (Rennes – Quimper – Lorient et Brest). Ils ne se proclament pas contre la création de l'EPCC, mais contre les modalités de sa mise en place. La sous-représentation des étudiants-tes, enseignants-tes, et du personnel dans un conseil d'administration surpuissant et issu de choix politico-économiques est absolument inacceptable. La culture est une catégorie anthropologique au même titre que la politique et l'économie, en ceci elle n'a pas à être soumise à ces dernières.

Le 24 mars dernier la cellule 451 a fait annulé les élections des représentants étudiants-tes, enseignants-tes et du personnel au conseil d'administration en volant urnes et feuilles d'émargement. Toutefois, il est juste de souligner ici que ces élections n'étaient, de base, illégales (ni bulletins blancs, ni enveloppes n'étaient proposés aux votants). De plus, Mr Philippe Hardy (directeur du site de Rennes) a rendu les élections du personnel entièrement frauduleuses en changeant par trois fois le lieu de vote et en le réalisant finalement dans un secrétariat fermé à clé, alors que les modalités de l'élection prévoyaient un vote et un dépouillement public.

La cellule 451 proclame l'occupation de l'école supérieure d'arts de Brest jusqu'à acceptation de l'intégralité de ses revendications et de celles du personnel.

La cellule 451 profite de ce communiqué de presse pour apporter son soutien aux étudiants de l'ENSAD.

Communiqué du 12 mai 2016 depuis les Beaux Arts de Paris

Aujourd'hui, jeudi 12 mai 2016, étudiant·e·s et ami·e·s de l'école des beaux-arts, décidons d'habiter durablement notre école. Les semaines passées, nous avons tenté de construire des châteaux communs sur la place de la République, ils ont été systématiquement détruits (voir le précédent communiqué du château commun). Puisque ces expulsions ne se font jamais sans violence, puisque deux étudiant·e·s ont été hospitalisé·e·s dans la nuit du 28 au 29 avril, puisque nous n'avons plus d'endroits où nous réunir, nous déclarons l'ouverture du cinquième château commun, ici près de nos ateliers, à l'école. À l'instar des précédentes constructions, le château commun est ouvert, joyeux et déterminé. Il s'y passera ce que vous en ferez et, ensemble, nous construirons des formes, nous continuerons le début. Parce que nous sommes ouvert aux mondes, nous sommes radicalement fermés aux mondes du travail, de la police, du marché. Le pont-levis est en revanche bien baissé pour les étudiant·e·s qui veulent bosser la nuit, pour les ami·e·s des manifestations contre la loi travail, pour les précaires en tous genres, les camarades qui ne se plient pas aux injonctions de la préfecture et les syndicalistes prêts à saboter.

Nous saluons les occupations de ces dernières semaines : la maison du peuple à Rennes, la commune Saint-Nicaize à Rouen, les intermittent·e·s à l'Odéon, les étudiant·e·s de Paris-8, etc. Nous sommes également solidaires des luttes des écoles d'art pour le maintien d'un enseignement artistique plutôt qu'une marchandisation de nos pratiques. Nous refusons la fermeture d'écoles au motif d'infinies restrictions budgétaires. Aussi informel et radical soit-il, nous nous réclamons de ce mouvement et, puisque demain s'ouvre au pied de biche, nous appelons tout le monde à occuper la place qui est la leur, à bloquer les entreprises qui exploitent et à habiter les lieux qui nous sont chers.

Avec le 49-3 et les violences policières, déjà dénoncées par nos professeurs dans une tribune commune, l'État se radicalise dans son autorité. S'il vient à montrer ses bras à nos meurtrières une nouvelle fois, montrons que nous saurons fortifier notre école, que nous sommes ingouvernables et que nous resterons tant que nous en aurons besoin.

Nous invitons tout le monde à participer à une grande assemblée générale inter-écoles, inter-luttes, inter-professions, demain, vendredi 13 mai, à 18 heures, ici à l'école des beaux-arts.

La préfecture et ses policiers ont tenté de nous détruire, à nouveau nous reconstruisons. Tenons la rue, tenons nos lieux, prenons les autres et dansons sur le cadavre du vieux monde.

Château Commun



Comité des Serruriers-Déménageurs n°1

L'occupation de notre école était avant tout pour nous une façon très forte de nous réapproprier un espace dont nous sommes dépossédés au quotidien. Pour la voir vivre à nouveau, pour la sentir s'ouvrir sur le monde extérieur. Pour qu'elle redevienne un lieu de création et d'échange. Pour recevoir les camarades de la fac, afin d'échanger sur nos luttes et de se rendre compte de tout ce qu'elles ont en commun.

Entériner symboliquement un non-retour. Affirmer qu'on s'érige en force collective, capable de lutter contre l'apathie générale de notre quotidien, contre une gestion qui vise à régner sur un désert. La violence de son management d'entreprise. Celle voulue par les pouvoirs en place qui l'ont nommée. Lutter contre toutes ces institutions qui sont gérées par des ordures construisant leur pouvoir sur l'humiliation, la violence, le chantage et la division de ceux qu'ils dominent.

La provocation ultime: les paroles de la direction, dans une réunion avec la majorité des étudiants et des personnels de l'école. Au milieu du flot d'un discours fausement technique, de la langue de bois d'une mauvaise politicienne de province, de l'incompétence et des mensonges, le point de rupture a été atteint. Je ne démissionnerai pas parce que je veux des indemnités de licenciement. Je ne veux pas me retrouver à la rue. On connaît l'indécence de ton salaire, et nous on vit avec 400 balles par mois en moyenne. Certains d'entre nous ont même vraiment connu ce que c'était, se retrouver à la rue. Les mots de la politicienne résonnent encore dans nos têtes.

On va chercher des cartons, on va faire le vide.

Le hasard nous amène chez Quick, là où plusieurs d'entre nous ont déjà bossé. On ouvre les bennes, on récupère une trentaine de cartons. Tout le monde s'en empare, le bureau est rempli d'étudiants. Des sourires, de la joie. La vraie fête est ici. c'est pas la mairie qui démissionnera cette directrice pour s'en servir de fusible, histoire de mimer le règlement d'un conflit. C'est nous. Il n'y a plus de fusible, la situation n'est plus sous contrôle. Nous allons continuer plus que jamais à poser problème, il va s'agir pour la mairie et le ministère de commencer à donner de vraies réponses.

Des étudiants-déménageurs.

Locaux libres, tentatives de réflexions sur l'occupation de l'EESAB - site de Brest et de ce qu'est la vie quotidienne de l'atelier dans une école

Du 11 mars au 26 avril 2011, soit pendant un mois et demi, l'occupation de l'école par ses étudiants a permis de mettre en pratique un accès permanent à leurs ateliers, principaux outils de travail. Justifiée par des inquiétudes liées à l'avenir de l'enseignement artistique, cette occupation en premier lieu politique a confirmé dans un second temps une intuition de base.

- *L'école est un lieu de vie qui ne saurait être réduit à ses 12 heures d'ouverture journalière.* -

formation d'individus
"faire ses humanités"

"Faire ses humanités", savoir sa grammaire, sa rhétorique, son histoire, sa poésie, ses arts, sa philosophie, cela n'exclut nullement que l'on devienne ingénieur, technicien, physicien, biologiste, astronome, statisticien, informaticien et même Prix Nobel dans l'une de ces spécialités. On est même en droit de penser que, parmi ces spécialistes, les plus inventifs, les plus créatifs, les adaptables au mouvement social et scientifique, aujourd'hui si évolutif, rapide et imprévisible, seront ceux qui se seront très tôt épanouis aux "humanités", et au discernement de l'univers humain concret, qu'elles développent et aident à mûrir" Marc Fumaroli, Le Monde, 21 novembre 2000

L'étude est nécessaire à la formation intellectuelle et humaine d'individus adultes. Les études, le fait de suivre une formation, le plus souvent au sein d'une école, 5 années durant, sont un temps privilégié à l'échelle d'une vie dans le sens où elles sont au centre. Or si elles forgent, elles portent en elles l'incertitude. Sans modèle absolu elles sont basées, à fortiori en art, sur la recherche et l'expérimentation, donc les avancées et les reculs, les reculs et les avancées. Les reculs d'un jour constituant parfois les avancées du lendemain, et vice versa. L'enseignement en est une part essentielle par l'apport de connaissances et d'expériences qu'il procure. Or il ne fait pas tout, une école d'art n'existe pas sans locaux ni ateliers. L'apport d'un confort matériel et logistique par la facilité de travail qu'il procure en est -et c'est une évidence- indissociable. L'état des choses est perfectible. L'accès aux lieux d'enseignement, hors des simples temps de cours ne peut être que bénéfique. Nous le revendiquons. Au fur et à mesure l'étudiant est de plus en plus souvent

amené à faire son propre cheminement, à prendre son indépendance car (et c'est d'autant plus vrai en ce qui concerne les écoles d'arts) c'est l'étudiant qui crée lui-même sa formation en lien avec ses cours, mais aussi en marge de ceux-ci. Au départ assez directifs, les cours deviennent prétexte à échange et discussions, plus suggestifs qu'autoritaires. Les temps d'atelier prennent le pas sur ceux de cours.

L'atelier n'est pas qu'un lieu d'activité, de production. Il est un lieu de création, de réflexion, or la création n'est pas que dans le produit, elle implique réflexion et apparente inaction. Un atelier est un lieu de vie puisque si on apprend quelque chose en école d'art, c'est bien à réduire la frontière entre son dit "travail" et sa vie. La vie n'est - (mal)heureusement - pas limitée à 12h par jour, 12h d'ouverture de l'école. Pour des questions de rythmes, fermer l'école tous les soirs à 20h est un frein énorme aux individus étudiants et donc à la qualité des études. Les rythmes individuels de l'étudiant ne sont pas calés sur ceux de l'institution, ce qui différencie ces entités est sans doute la sensibilité. De même l'élan collectif est chaque soir un peu désamorcé. Les discussions et projets communs sont remis au lendemain. Il n'y a pas de réelle émulation à l'ESAB, les étudiants ne sont invités à se croiser en nombre qu'entre 8 et 20h00. Comment fait un étudiant de première année - une année aux multiples sujets de cours, tous plus salissants et encombrants que les autres -, locataire d'un studio mal insonorisé qu'il doit rendre propre en fin d'année, pour réaliser ses projets? Cette année comme les suivantes est très chargée, il faut travailler le soir, la nuit parfois. Il bricole (nous employons ici ce terme pour son sens le plus péjoratif) donc, se dépêtrer avec les moyens du bord.

Comment fait-il ensuite pour transporter ses réalisations chaque semaine en cours, en fin de semestre en évaluation? Il n'a pas de voiture, il prend le bus, ce n'est pas évident, ça limite d'ailleurs parfois l'ampleur et l'ambition d'une pièce. Comment des étudiants lancés sur un projet collectif font-ils à 20h quand après 3h de discussions peu claires quelque chose d'enfin intéressant semble émerger? La plupart ont des appartements trop petits ou alors trop éloignés les uns des autres, les plus sages rentrent chacun de leur bord, les autres font sans doute la fête, l'humeur n'est plus au travail. Quelques petits exemples qui paraissent être de la fiction et qui pourtant sont le quotidien des étudiants de Brest.

Ils doivent être pris en considération. L'art implique des pratiques complexes et contraignantes, nous ne nous limitons pas à des dessins au crayon à papier. Nous parlons de la réalité de notre école, à Brest, un exemple dont nous voulons nous inspirer est celui de l'ISB dont les locaux et studios d'enregistrement sont accessibles jour et nuit à ses étudiants. Nous pensons que la direction de l'ESAb peut faire confiance à ses étudiants de la sorte. Nous sommes des gens responsables, il n'est pas de notre intérêt que quoi que ce soit se passe mal. L'école étant fermée 12 heures par jour c'est la moitié du temps potentiel de travail qui se trouve de fait perdue (si l'on omet les week-ends).

L'exercice de l'art est une production de formes, de signes, de sens qui ne pourrait être réduite à des horaires classiques de travail, qui participent à rendre l'étudiant simplement spectateur et consommateur de l'enseignement qui lui est proposé. Une école ne doit pas être prestataire de service, par les gens qui la font vivre elle dépasse largement le simple secteur tertiaire.

La séparation des temps de travail et de vie quotidienne est un frein à l'épanouissement de l'étudiant pour qui ces temps sont intrinsèquement liés. Mais en fait tout tient dans le titre, l'école est un lieu de vie, ce lieu ne saurait être réduit à ses 12 heures d'ouverture journalière. Nous revendiquons un accès libre et permanent à nos ateliers.

École de nuit au printemps de laboratoires d'Aubervilliers, novembre 2014

Lors de la table ronde "Les écoles d'art produisent-elles des artistes?", qui a eu lieu pendant le Printemps des Laboratoires en juin dernier, une étudiante de l'École d'enseignement supérieur d'art de Bordeaux prenait la parole pour témoigner d'un mouvement de rébellion créé par les étudiants, intitulé "L'École de nuit"; elle nous faisait alors lecture de leur manifeste. Nous avons souhaité leur confier une carte blanche dans ce journal, qui puisse revenir sur leur expérience et poursuivre leur réflexion quant à la définition d'une école d'art produite par ses étudiants mêmes.

Nous revendiquons l'école d'art comme un lieu à même de proposer et d'appliquer des alternatives pédagogiques aux cursus universitaires classiques ou à tout académisme ne prenant pas en compte la spécificité de cette formation ainsi que ses ambitions possibles. L'école d'art serait ainsi le lieu d'émergence de parcours singuliers et atypiques, non linéaires et chaotiques, que nous pensons nécessaires et indissociables de l'idée de recherche et de création contemporaine. Nous nous sommes opposés l'année dernière, à Bordeaux, à des thématiques éducatives cloisonnantes, binaires et obsolètes, préférant des programmations conçues par des étudiants de l'école.

Nous avons décidé de faire primer la poésie sur le pragmatisme, en construisant une organisation, l'école de nuit. L'école ou mouvement de l'opposition à l'actualité culturelle, à sa logique industrielle. Un autre marché possible, une autre visibilité existante. Sans offre. L'école doit être, doit rester un lieu émetteur et révélateur de regards critiques, novateurs, déstabilisants vis-à-vis d'une réalité politique, économique et artistique ; il n'est pas question d'y céder de manière contraignante et appauvrissante. Dans cette logique, nous continuons de produire textes poétiques et critiques, malgré la dissolution et la dissémination prévisible d'une école rêvée.

Délire nocturne

École des beaux-arts de Bordeaux, un mercredi de février 2014, 14 heures. Salle Tectonique des plaques, premier étage à droite après la photocopieuse, devant les bureaux de l'administration. La fréquence de passage est inhabituelle. Un brouhaha s'entend à travers la porte, laissant s'échapper par vagues une odeur de clopes, envahissant le palier et les



couloirs. Derrière la porte, des étudiants sont assis ou debout dans une semi-pénombre et regardent en direction du mur. Projection d'un texte : il s'agit de la lettre d'intention de la directrice récemment nommée. Un étudiant lit d'une voix forte et distincte. Toutes les trente secondes, la lecture est interrompue par une objection, une remarque, une critique, une insulte. Décortiquer, déchiffrer, comprendre. Certains observent consciencieusement quand d'autres ne tiennent pas en place. La concentration va et vient, elle épuise, elle agace. L'ambiance est électrique et l'écoute est difficile. La tension s'installe dès qu'il y a prise de parole. Les ego ressortent, font fuir, distribuent des rôles. Les heures passent. Il a fallu tomber d'accord sur des idées, des mots, des phrases entières afin d'élaborer ce qui pourrait être un manifeste. Il a fallu s'accorder sur ce que l'on ne veut pas, avant de débattre de ce que l'on veut. La fatigue de l'esprit laisse place au relâchement, au rire, à la bière. Les propositions fusent, chacun y va de son commentaire, une idée entraînant une autre. Comment cette école de nuit pourrait-elle voir le jour ? Nous verrons demain.

École des beaux-arts de Bordeaux, un mardi d'avril 2014, 17 heures. Salle Tectonique des plaques. Il y a de plus en plus de textes, de dessins, de grafs, sur un des murs devenu notre bibliothèque. La salle est jonchée de déchets, de clopes, de canettes, d'emballages plastique et de quelques travaux d'étudiants abandonnés. Demain, la directrice arrive. Les cerveaux sont émoussés après tant de nuits, nous ne sommes plus beaucoup.

Nous avons repoussé le jour par peur d'être contraints. Pour ne pas s'agglutiner autour d'un mince périmètre d'expérimentation découpé en plages horaires, nous avons différé l'heure de fermeture de nos espaces pour y intégrer la nuit. Nos travaux, nos appartements, nos vies, nos habitudes ont dû s'adapter au rythme de nos insomnies. Il a fallu poursuivre le jour et y travailler pour le soir, empiéter sur nos pauses déjà. et nos séminaires de littérature ; laisser nos travaux traîner, nos idées et projets engourdis par l'inertie du groupe.

“ Dans un sens le jour exclut la nuit, dans un autre il la comprend ”

Nous ne voulions pas d'une dichotomie entre deux temps de travail, mais bien d'une continuité : un cycle nycthémeral pour penser la nuit comme une part du jour, sa part sombre qui l'amènerait plutôt plus tard que plus loin. Une version Mister Hyde de l'institution, un bâtiment troublé par des visions

hallucinatoires, un espace devenu sauvage, tirailé par nos instincts violents. **Les yeux bandés, nous avons agi par tâtonnements, et nous nous sommes heurtés, bousculés, malmenés. Illusionnistes et désillusionnés.**

Nous avons pensé ces nuits blanches comme une plage horaire à inventer, une programmation à écrire. Mais l'avenir professionnel, l'élaboration de rouages complexes et fonctionnels appartient à ceux qui se lèvent tôt le matin. Nous nous levions tard et encore embrumés par des discussions inabouties, des projets chimiques avortés dès le lever du jour², des nuits sans sommeil et des discours parfois faciles.

Désaffecter les relations humaines, désarçonner la hiérarchie ou se placer d'égal à égal a été ce qui nous a demandé le plus d'énergie. Autant de travail à fournir et de concentration à puiser dans la névrose d'une révolte, noyée par l'ampleur de ses non-actions. Cette occupation est devenue dissolution, ces nuits furent un espace de dysfonctionnement libre, un milieu propice à la défaillance. Une défaillance assumée en réponse à une demande d'objectivité, un refus inconscient d'efficacité. Nous avons échoué à construire, à composer, à édifier un discours cohérent. Nous ne parlions jamais d'une seule voix, nous n'avons jamais abouti, nous sommes restés vagues, imprécis dans nos propos et indécis dans nos engagements. Dans nous sommes donné les moyens de nos propres déceptions pour pouvoir combler nos propres vides.

“ Pour être permanente – pour n'avoir aucune raison de cesser, quoi qu'il puisse arriver –, une recherche doit satisfaire à une double condition : être prise sur un désir non susceptible de se tarir, et être hors d'état d'aboutir jamais. Il faut à la fois que la volonté de trouver soit inébranlable et que le risque de découvrir soit nul ; ainsi seulement l'enquête pourra être dite à jamais ouverte. ”

Paradoxalement, nous ne désirions rien de précis. Nous étions seulement motivés par un mobile un intérêt commun. Il n'y a jamais eu aucune évidence : nous progressions à tâtons jusqu'à ce que la force d'inertie nous condamne à ne plus être. Courir à sa perte, se tirer une balle dans le pied. Malgré nous, nous avons ouvert une brèche vers un espace dégénératif, scié la branche déjà malade sur laquelle nous étions assis. Une entente reposant sur des désaccords, une programmation chaotique, un refus décisionnel constant, des flots d'insultes sur fond de live expé. Nous avons craché dans la soupe,

refusé de prendre soin de ce qui nous était confié. Nous n'avons pas obtenu l'autogestion, nous avons exigé le droit de transpirer, de nous agiter gracieusement. Nous avons réussi à ne pas fonctionner pendant que le mythe devenu public de l'École de nuit s'étendait, relayé par nos ambitions surestimées et nos discours enthousiastes déjà mensongers.

Symptôme d'un état, d'une attitude, d'une époque. Cette école s'est embrasée, et n'a pas réussi à être plus. Rien n'aura eu lieu, paralysie d'une faculté créatrice. Il ne reste aujourd'hui que des récits, des interprétations. Le sens est là, au cœur de forces contraires aux réalités complexes, maintenant voué au mythe. Notre seule riposte contre nous-mêmes est d'avoir imposé le flou. Perdus, nous avons habité nos espaces de travail et travaillé chez nous, dormi le jour et réfléchi la nuit. La brume a laissé entrer l'éventualité, l'existence d'une alternative toujours possible. Nous avons élaboré malgré nous une ruse de la confusion, pour nous permettre aujourd'hui de marcher sur les ruines de l'École de nuit pour assumer nos statuts mouvants, pour revendiquer l'instabilité de nos raisonnements, la réécriture constante de nos méthodes de travail et de nos modes de fonctionnement.

Nous conservions le sens en le situant toujours ailleurs, il était en réalité en coulisses, dans l'ombre même de la nuit. *We give up*, mais en français, finalement on ne le croit pas. Ça aurait été un exercice de plus, un exercice de fin d'hiver, début de printemps, proposer et programmer, apprendre de nos volontés, et en parler, entre nous, dans une école que nous voulions. Celle, libre des grilles de temps fixées par une autorité à laquelle nous ne croyions pas.

Nous n'y croyons toujours pas. Alors ce fut un exercice de printemps, mais le printemps revient tous les ans, et cet exercice est devenu contrôle. Maîtrise de notre vigueur, de notre envie, d'une pseudo-force de contestation si rapidement invitée à se montrer. Psshhiit. On est devenu si vite un numéro, une case à cocher, une ligne dans une colonne, et ça nous a rapporté si rapidement une prestigieuse ligne de CV que nous pourrions abandonner maintenant – conserver notre mise. Nous croyons à la mise en commun, c'est toujours là, on peut toujours y télécharger nos idées et notre prose. Finalement, nous n'abandonnons pas. Pas encore. Entre nous, nous n'abandonnons pas, pour ceux qui sont encore étudiants, notre direction est encore illégitime, ce sont nos premiers mots. Mais nous n'abandonnons pas, seulement le temps nous affaiblit ; toujours là. On

abandonne un peu nos dérives, il n'y a plus grand-chose à voir, les forces soufflent contre nous, pour leur meilleur hiver. Nous avons peur d'une école future qui ne devienne qu'un support à concours sponsorisé par des boissons énergisantes. Après avoir réussi à ouvrir cet espace, nous pourrions voir l'horaire se retourner contre nous, jusqu'aux distributeurs de caféine et de taurine gratuites. Pour que tout le monde ait sa dose d'adrénaline : pour travailler mieux, plus vite et plus longtemps sur les softs. La bonne image au bon moment, dans le bon lieu, avec les bonnes personnes. On croit encore en les SC, les social commons, des biens communs, comme le bâtiment dans lequel nous vivions la nuit, et espérons peut-être de jour. La culture, c'est des yeux à nourrir, mais pas rentable ; la transmission n'est pas rentable, le temps passé ici n'est pas rentable ; on n'a pas beaucoup de temps, on veut profiter de l'inutile si important. Nous voulons rencontrer et expérimenter, ne pas constituer des équipes aux forces synergiques exponentielles.

On réglerait tout ça sur un champ de bataille, un décor, dans un hangar, au milieu de bottes de paille servant d'obstacles. On porterait des masques et des combinaisons qui nous protégeraient des impacts, et quand on serait prêts, on lancerait les invitations. On inviterait à porter des masques aussi, à se protéger comme nous mais à nous affronter vraiment. On donnerait les mêmes armes que nous, seule la couleur qui sortirait de leurs canons serait différente. On aurait les mêmes peaux et les mêmes jambes, peut-être que les nôtres seulement seraient plus belles, plus jeunes et plus saillantes. On pourrait, à ce moment-là, voir qui sont les fins stratèges, qui coordonne le mieux ses efforts, qui vise avec le plus de précision. Il n'y aurait que le bruit de nos décisions et de nos visions idéales, et eux, nous les mettrions à terre si seulement ils voulaient vraiment se battre. Il y aurait un peu de rouge sous la couche de chrome des équipements, et puis on gagnerait à la régulière avec du bleu, on le suppose, un combat existant et concret dans lequel nous n'aurions jamais pensé abandonner.

École de nuit

1. Gérard Genette, *Le jour, la nuit*, revue Langages, année 1968, vol. III, no 12, p. 28-4.
2. Extrait de *Sortir ce soir*, d'Étienne Daho.

L'affaire de la rue Violette

Lorsque le représentant étudiant élu s'est présenté au Conseil d'Administration, il a été reçu par 20 policiers municipaux, la BAC et la DCRI. Sur ordre du maire, ils l'ont empêché de s'y présenter. Lors de ce Conseil, les responsables politiques en charge de la gestion de l'École d'Art ont nié la crise, et sont allés jusqu'à refuser d'aborder les questions soulevées par les étudiants et les enseignants, souhaitant ainsi de "bonnes vacances à tous". L'inspecteur du ministère a refusé de prendre ses responsabilités: une fois de plus le discours est "puisque c'est une école d'art, c'est normal". Puisqu'on leur a appris que l'école d'art est une zone de non-droit, puisqu'on leur enseigne que la loi, c'est avant tout la violence au service des dominants, les étudiants ont décidé d'appliquer ces principes dans le cadre d'une expression plastique chaotique. Le lendemain matin, la police était sur place.

"La valeur d'usage de l'éducation, c'est la soumission."

L'école se veut un espace de "liberté". L'art également. Or ce qu'on observe c'est que cette liberté, telle qu'elle est nommée par l'ensemble de ses disciples, n'a pas d'objet. Elle doit rester dans le cadre de l'ordre établi: jamais elle ne doit remettre en cause par sa pratique les rapports de domination. De fait, cette liberté n'est là que pour légitimer le pouvoir de quelques-uns sur tous. Ceux qui croient s'en emparer ne font qu'accepter leur propre soumission, comme s'ils l'avaient choisie d'eux-mêmes.

L'enseignement de l'art auquel nous sommes aujourd'hui confrontés est une machine schizophrène, en éternelle contradiction entre son discours et ses actes. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que pour faire disparaître ce paradoxe, son évolution soit la disparition de la pratique pour faire place à l'omniprésence du baratin. Par ailleurs, il n'est pas anodin que la seule technique encore enseignée à l'école d'art soit celle de la soumission. Soumission comme moyen, comme méthode, et, en définitive, comme réalisation. Ainsi, "les étudiants ont été sélectionnés par cette commission sur leur aptitude à l'insertion professionnelle". L'enseignement de l'art, c'est aujourd'hui l'avant garde du capitalisme: on nous apprend ainsi que nous devons faire des stages bénévoles chez Yvon Lambert, et que cela est merveilleux. Mais pourquoi donc?

Parce que nous y approchons dans un rapport fétichiste absolu la marchandise dans son stade ultime: l'oeuvre d'art. C'est à dire la marchandise pour elle-même.

"Faut pas faire chier Yvon Lambert quand il répare sa mobylette"

Pourquoi la mairie préfère-t-elle investir massivement de l'argent public pour mettre en valeur la collection privée d'un milliardaire plutôt que d'assurer la survie d'une école?



Communiqué du château commun : soir du 28 avril 2016

Suite aux violences policières subies jeudi 28 avril au soir place de la République, nous condamnons la répression injustifiée et disproportionnée qui a eu lieu. Il s'agissait d'une démonstration de force et d'intimidation, en représailles des mouvements sociaux de ces dernières semaines, et particulièrement de la manifestation de l'après-midi même.

Nous étions venus construire notre 4^e château (joyeuse cabane construite de bois récupéré, amené et investi par tous), dans le but d'occuper la place de manière durable, place dont nous sommes délogés tous les soirs. Nous avons été gazés, trainés à terre, humiliés, pour la seule raison d'être restés sur la place après minuit. La plupart d'entre nous ont été blessés par les CRS et leurs matraques, gaz lacrymogènes, grenades de désencerclement et autre flashball.

Il en résulte, à notre connaissance, une fracture de la main, un crâne ouvert, des contusions sévères très nombreuses. Nous constatons encore une fois et dénonçons que la communication gouvernementale et son arsenal médiatique se focalisent sur les dégâts causés aux CRS, et passent sous silence l'ampleur des agressions faites aux manifestants.

Tant qu'il y aura du bois on reviendra.
Arrêtez de taper sur nous, on n'est pas des clous.

**Des étudiant.es des Beaux-Arts, occupant.es
debout et atterré.es**



Comité des Serruriers-Déménageurs n°3 L'art de la grève

Gazés, humiliés, trainés à terre, frappés... Partout, militants et révolutionnaires découvrent ou redécouvrent le vrai visage de la démocratie, cette tête bouffie remplie de haine entourée d'un casque de CRS. Château commun, galère commune. Nous ne pouvons qu'être solidaires avec les camarades qui, partout en France, apprennent le goût amer du tonfa. La classe dominante a toujours eu peur que les classes dominées s'approprient l'espace public. Alors d'accord, faisons-lui peur. Nous, comité des serruriers-déménageurs de l'ESAA, annonçons notre volonté de nous approprier cette école, et d'ainsi transformer cette unité de soins palliatifs en véritable lieu de vie, de rencontre, de lutte.

Nous reprenons l'école, mais nous ne sommes pas aux petits soins avec nos affaires. Nous appelons donc nos camarades de la CGT ESAA, ainsi que tous ceux qui en ont marre des ténèbres, à nous accompagner gaiement dans notre entreprise de sabotage total : sans électricité, les occupants de l'école apprécieront d'autant mieux les étincelles d'une vraie révolte.

Depuis le début de notre mouvement, ses chefaillons auto-proclamés nous bâillonnent et tentent de faire croire qu'il s'agit d'une lutte apolitique. Rien n'est apolitique, pas même le silence, pas même le hurlement des loups. Nous sommes étudiants en art, cette blague. Nous ne sommes pas des êtres séparés. Nous sommes une force autonome qui affirme sa puissance dans le labyrinthe des conflictualités en cours. Nous sommes étudiants en art. Ils pourraient bien être étudiants en proctologie ou en mécanique quantique que ça nous en toucherait une sans faire bouger l'autre.

La mairie fait la sourde oreille? Grand bien lui fasse, le conduit auditif n'est pas celui par lequel nous voulons passer pour nous faire entendre. Elle veut fermer l'école? Nous ne lui laisserons pas ce plaisir. Nous allons le faire nous-mêmes.

Que la direction revienne, que ses clébards réclament nos os. Changez les serrures, nous allons casser les portes.

DUR DE CONSTRUIRE Réflexions sur le château commun et sa répression

Les badauds questionnent souvent le geste de composer un habitat dont le matériau premier est la palette, dont la fonction est inconnue, dont la solidité est faible. À vrai dire, je n'ai pas compris et ne comprend toujours pas comment peut-on penser le nouveau monde sous un barnum, sans inventer ni créer de formes nouvelles. En l'inutilité première du château, nous pouvons projeter toutes les questions existentielles de l'art. Nous retrouvons du coup cette attitude qui montre que l'artiste ou le citoyen bricoleur n'a rien à envier à l'intellectuel de lettres : tisser le linceul du vieux monde, ce peut être rapide, spontané, instinctif et parfois incompréhensible. La construction libre et autonome de châteaux sur la place de la république, devenue place de la commune pour beaucoup d'entre nous, suppose des évidences. Par exemple, les structures, à chaque fois un peu plus grandes, dépassent largement la superficie de nos appartements franciliens. Nous sommes carrément frustrés de ne pas pouvoir inviter nos potes à la maison, faute de place, et c'est une bonne raison de se retrouver massivement dans les rues malgré les interdictions. À cela s'ajoute l'arnaque complète du prix des loyers, indécents évidemment, et l'urbanisme souvent massif et froid, subi évidemment. Cerner les conditions de vie en Paris et sa banlieue, notamment des jeunes, c'est aussi comprendre la joie que l'on trouve à créer des espaces de gratuité et à les modeler soi-même.

La maire de Paris, Anne Hidalgo, a fustigé le mouvement "*nuit debout*" brandissant la "*privatisation*" qu'il impliquait. En fait, il faut le dire, ce mouvement emmerde les riches riverains et commerçants du coin, et c'est peut-être de ça dont elle voulait parler. De cela, d'ailleurs, je me réjouis. Les châteaux communs construits sur la place ont tous eu cette capacité à s'ouvrir sur les autres, d'abord parce qu'ils étaient la source de remarques et de questionnements, ensuite parce qu'ils sont destinés à qui veut. Ainsi, selon ses habitants, le château devenait un dortoir, une infirmerie, une cantine, une salle de concert, et deviendra peut-être une école, une ferme, une salle de boxe. Au lieu d'être privatisée, la place voit émerger cette forme de réappropriation collective et publique et ceci au cœur d'un monde privatisé : fast-foods, grandes enseignes et banques cernent la place, les kiosques à journaux, les velibs et les aribus sont gérés par le groupe JCDecaux, les autolib sont gérées par le groupe Bolloré. Le mouvement contre la loi travail s'étend évidemment à des positions anticapitalistes,

antiautoritaires, antipublicitaires. C'est un monde qui est combattu, c'est une infinité de mondes proposée en alternative. Dans ce monde combattu, Anne Hidalgo n'a pas la palme de l'hypocrisie sémantique. Je l'attribuerais à Michel Cadot, préfet de police à Paris. Depuis l'épisode de la COP21, j'ai noté l'utilisation plus ou moins régulière des expressions "*tirs de mortier*" et "*exactions*" pour désigner respectivement dans le cadre de manifestations les jets de pétards et feux d'artifices ainsi que les violences à l'encontre des forces de l'ordre. La définition d'exaction est simplement "*l'action d'exiger ce qui n'est pas dû*" et dans le vocabulaire journalistique, il s'agit des violences envers des populations, notamment par des groupes armés. L'ironie de ce jeu de langage est sordide dans ce climat ultra-répressif.

Au début du mois, un appel à construire proposait "*de faire une ville à l'image de ce qu'on veut faire de nous; précaires et voués à la destruction par les CRS.*" Dans la nuit debout du 28 au 29 avril, pourtant calme mais durement évacuée et réprimée, Michel Cadot fait état d'aucun blessé. Ce manipulateur apprendra en lisant ceci que, rien que parmi mes proches, deux ont été hospitalisés plusieurs heures. Les coups de matraques ont distribué à l'un huit jours de soin et à l'autre six semaines de plâtre. S'il portait l'uniforme, mon ami, dont le corps était couvert de sang suite à une blessure au crâne, aurait certainement été placé en "*urgence absolue*". La préfecture justifie cette brutalité policière par la présence de "*constructions en dur*" illégales, hors je ne considère pas qu'un édifice pouvant être détruit par la force des bras est une "*construction en dur*", je considère par contre le château fort comme la métaphore d'une nécessité défensive, collective et déterminée pour survivre. Déployant un blocus, empêchant l'apport de matériaux, cautionnant le vol de nos outils, tabassant les occupants, la préfecture exprime bien plus justement son envie de nous détruire que dans ses communiqués. Dans cette même nuit du 28 au 29, dans cette époque où le ministère de la culture explique que l'art peut servir à canaliser les colères de banlieue ou même à être un "*facteur de citoyenneté*", les policiers ont mis à la poubelle une demi-douzaine de toiles peintes par des étudiants, ont démontré que l'État méprise définitivement les artistes. La nasse de la république menace la place du château d'eau, du château fort, du château commun. Si nous perdons, il est vrai, beaucoup de batailles dans la rue, nous tenons bon et agissons à la manière des trois petits cochons. Notre manière d'aborder la guerre en cours, c'est de courir vite, de reconstruire, de se protéger, d'inventer, de peindre, de recommencer.

Ce texte, écrit par des étudiantes, a été lu par ces dernières lors de la réunion pédagogique de rentrée de l'école lundi 3/10/2016. a l'ESAD- Grenoble

La volonté était de surprendre aussi bien les professeur.e.s que les membres de l'administration ou les élèves par la manière spontanée de son énonciation. Cette lecture "*coup de poing*" avait été organisée pour donner plus d'ampleur à l'urgence de réagir face aux multiples situations sexistes qui ont eu lieu au sein de l'école ; situations qu'il devient urgent de vaincre.

Chaque année, à l'École, il y a de nombreuses situations de sexisme, d'abus et même de harcèlement. Nous prenons la parole pour vous dire bienvenue dans une démarche de sensibilisation et d'accompagnement, dans une volonté d'action et de solution.

Ces situations sont graves et abusives, elles concernent tout le monde, victimes ou témoins, et nuisent sérieusement à l'ambiance générale de l'École. Ce climat nous le refusons. Plusieurs tentatives ont été faites pour y pallier, des témoignages d'étudiant.e.s, des articles de presse jusqu'à un rapport de l'association nationale des écoles d'art en 2013, sans qu'aucune mesure ait été prise, les mots "*sexisme*", "*abus*", "*harcèlement*" sont totalement tabou à l'École. Nous refusons de continuer à fermer les yeux la dessus.

Ces situations se produisent notamment sous des rapports d'autorité et génèrent un malaise trop souvent ravalé et banalisé sous le coup d'auto-culpabilisation, puis de la peur des retombées possibles. Choisir ses vêtements en fonction du cours qu'on a est devenu une habitude quotidienne aberrante. L'oppression sexiste que nous vivons n'est pas qu'une anecdote salace. L'École est notre lieu de vie, de travail, un lieu qu'on aime, s'y sentir piégé.e.s nous bouffe la vie.

Il faut le réaliser, il faut en parler victimes ou témoins, il faut le dénoncer et persévérer, il faut développer ensemble des stratégies de défense afin de désamorcer toute forme de sexisme dans notre École.

Lettre à Andéa, Décembre 2016

Cher ANdEA,

Nous prenons notre plume afin de faire suite à la diffusion de ta campagne de sensibilisation aux discriminations dans les écoles d'art sous la forme de trois cartes postales. Comme tu nous le conseilles au verso, nous avons décidé d'agir. Nous te les renvoyons. Nous, des étudiant.e.s, refusons de diffuser ces cartes postales dans nos écoles. Voistu, nous avons été outré.e.s, énervé.e.s, attristé.e.s et même franchement dégoûté.e.s par ta campagne "*pour sensibiliser les étudiants aux discriminations et aux problèmes de harcèlement*" qui a pris la forme de ces trois cartes postales nous semblant mal réalisées, inappropriées et superficielles.

D'abord, parce que selon nous la sensibilisation ne peut pas se contenter d'une simple communication visuelle. Nous connaissons la formule "*the medium is the message*". Qu'en est-il du message lorsqu'une campagne de sensibilisation sur des sujets, aussi graves que le sexisme, l'homophobie, la transphobie, le racisme, se fait sous la forme de cartes postales? Y-a-t-il eu une réflexion sur la pertinence du format? La carte postale est un outil de communication simple, léger, qui renvoie plus à l'échange de souvenir de vacances, qu'à une prise de position. "*Produire une forme pour avoir une forme*" ne nous semble absolument pas pertinent et qui plus est totalement à côté de la plaque, en vue d'incarner ces questions importantes. Un manque de texte est flagrant. Sensibiliser sans l'usage du langage, c'est tomber dans la facilité communicationnelle et esthétisante d'un discours sans fond.

Le contenu de tes cartes postales sont des insultes imagées qui sont comme balancées dans un panier, n'évoquant pour nous pas davantage que des rayons de supermarché discount et leurs esthétiques édulcorées. Tout y est mélangé, accentuant les amalgames. Clairement, nous avons l'impression d'un survol rapide du sujet, d'une réponse faite "*à la légère*", "*Asperge*", "*truie*", "*carottes*", "*ampoule*", "*cotons-tige*", "*chaton*", "*gazon*", "*pédale*", "*tapette*", "*tente*", "*melon*", "*petit-beurre*", "*escargot*", "*macaronis*" et des "*craies*". Le chemin emprunté est sinueux et rempli de raccourcis et d'angles morts. En acceptant de diffuser ces cartes postales, tu acceptes la non-représentation de nombreuses discriminations et la réduction du harcèlement à de simple insultes ou expressions. Nous poussant à nous interroger.

Où te positionnes-tu, cher ANdEA?

Pour toi le harcèlement se limite-t-il aux insultes? Sais-tu qu'il existe une différence entre genre et orientation sexuelle? Pourquoi les insultes oppressives liées à la sexualité font-elles seulement références à l'homosexualité? N'est-ce pas là une vision dominante? N'est-ce pas discriminant vis-à-vis de la non-représentation d'autres voix? Selon toi, y-a-t-il des personnes en situations de handicap(s) physique(s) artiste? Si oui, qu'en est-il de l'accessibilité dans tes écoles d'arts? Es-tu au courant que la conceptualisation du racisme anti-blanc ("*face de craie*") est issue des rangs de l'extrême droite française durant les années 1970? En suivant la carte Origine, les personnes "*d'origines*" africaines et asiatiques ne subissent donc pas de discrimination? Peut-être ne font-ils/elles pas d'études d'art? Où sont représentés le sexisme? la transphobie? l'islamophobie? l'antisémitisme? le capacitisme? l'âgisme? Cela te convient-il donc de parler depuis une position dominante hétéro-normé, masculine et blanche?

De plus, les ressources aux dos des cartes nous semblent insuffisantes et décontextualisées, manquant d'ancrage dans notre vie. Il existe juste un lien très indirect avec quelques structures pour certaines hautement institutionnelles et une ou deux références militantes pour certaines présentes uniquement dans certaines villes. Il est très difficile de se saisir de ces outils. Comment se sentir confiant.e si je dois appeler à l'autre bout de la France un.e inconnue pour lui parler d'un problème personnel générant beaucoup de mal-être et de mal-aise? En étant tout d'abord inutile nous pensons donc que ce médium est inapproprié, incompréhensible et très déplacé.

Où te positionnes-tu, cher ANdEA?

Si tu as cru ne serais-ce qu'un seul instant que ces cartes postales seraient une étape vers le chemin de la sensibilisation et/ou de l'émancipation tu t'es bien mis le doigt dans l'oeil jusqu'à l'épaule. Cela ne fonctionne pas. Et au vue de ce qui est ressorti de nos discussions c'est même tout le contraire. oppressives qui en découlent, que ce soit le racisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie, la biphobie, l'islamophobie, le validisme, sont présentes partout dans la société. Quotidiennement, nos écoles ne font pas mesures d'exceptions. Ces violences existent bel et bien, et bien plus qu'on ne le croit, mais sont trop souvent tues. Il est bien évident que c'est un état de fait qui ne nous convient absolument pas. Ce sont des problèmes qui sont à solutionner en profondeur

et radicalement. Les comportements discriminants et harceleurs sont bien plus complexes qu'ils ne le laissent paraître et bien plus subtiles à représenter, qu'à travers une imagerie issue seulement de la "*culture web*". Ces comportements ne se représentent donc pas qu'au travers d'insultes imagées car ils se manifestent aussi dans des actes d'exclusions, d'humiliations, de violences physiques, des regards, des gestes, des attitudes, des ambiances ou même des blagues.

Où te positionnes-tu, cher ANdEA?

Au vu de toutes ces indécicatesses, nous nous demandons donc à quel public t'adresses-tu, cher ANdEA? Pour reprendre tes propos "*les écoles d'art étant des lieux dans lesquels discriminations, harcèlement ou abus de pouvoir par un ascendant peuvent se produire, nous devons permettre aux victimes et aux témoins de trouver un espace pour parler, être écoutés et ensuite [être] dirigés vers l'instance qui convient : soit au sein de l'école, soit, en cas de délit, vers la Justice*". Il est clairement important de s'adresser à celles et ceux qui subissent ces attaques. Mais ce n'est pas suffisant, le fond du problème ne relève pas de leurs comportements à eux et elles. Ces cartes ne devraient pas que s'adresser aux étudiant.e.s, car cela exclus et omet le fait que directeurs, directrices, enseignant.e.s et intervenant.e.s des écoles d'art soient eux et elles aussi initiateurs, initiatrices de ces comportements. Cela démontre bien ta méconnaissance de la gravité des mécanismes à l'oeuvre et de leurs conséquences. Nous ne pouvons penser que tu sois à ce point ignorant. Notre mécontentement et notre déception sont donc grands, ces cartes sont totalement inappropriées et incompréhensibles. Pourtant la charte de mars 2015 laissait présager du changement...

Où te positionnes-tu, cher ANdEA?

Une question nous taraude donc quant à l'absence de communications, d'informations et d'implications étudiant.e.s dans les écoles en amont de cet exercice. Notre jeunesse nous empêcherait-elle à tes yeux de nous saisir sérieusement des sujets politiques, en dehors de la simple participation à un workshop? N'aurait-il pas été plus pertinent de créer une véritable sensibilisation aux problèmes des discriminations à travers la création d'outils intellectuels et préventifs? Tu expliques clairement "*plutôt que de créer de nouvelles instances ou de nouveaux référents, les instances de gouvernance des établissements qui existent déjà, en*

particulier les Conseils des études et de la vie étudiante, ont vocation à être saisis de cette question". Nous pensons le contraire. Ces instances déjà lourdes dans leur fonctionnement et peinant à passer à l'action, où en plus les étudiant.e.s sont souvent sous-représenté.e.s, ne peuvent pas être le seul lieu où poser toutes ces questions. Nous avons besoin d'instances collégiales et paritaires composées à égalité de l'administration, du corps enseignant et d'étudiant.e.s pour traiter ce sujet. Tout cela afin que puissent voir enfin le jour des temps de discussions, de rencontres, de débats et d'actions internes à chaque école, afin que puisse s'engager un dialogue et des actions concrètes, que tu appelles de tout coeur². De simple charte et commission nous semblent donc insuffisantes. Une représentativité étudiante absconse et insignifiante, encore plus.

Où te positionnes-tu, cher ANdEA?

Ces actions et temps collégiaux prendraient place non seulement dans le domaine artistique mais également ailleurs. En effet, nous nous plaignons trop souvent que l'école d'art ne soit pas visible dans la société, il serait grand temps de s'échapper de l'entre-soi et de nous impliquer dans tout ce qui constitue notre environnement quotidien. Les discriminations ne sont pas le fait unique des écoles d'art. Pourquoi, par exemple, ne pas organiser un workshop avec des intervenant.e.s extérieurs venant du monde militant antiraciste, féministe et/ou des éducateur.rice.s spécialisé.e.s, par exemple? Nous sommes surpris d'apprendre que peu d'écoles ont répondu à ton appel à projet. Est-ce que ta "base", les administrations des écoles qui composent ton association permettant ton engagement, te fait-elle défaut? Quelle sensibilisation ont eux en amont les "heureux", "heureuses" participant.e.s du workshop? Sur quoi se sont-ils, elles basé.e.s? Quel était la temporalité du workshop? Était-ce un workshop obligatoire? Qui a choisi les images lauréates? Et au delà, pouvait-on attendre une communication efficace et percutante si les participant.e.s ne se sentaient pas concernés?

D'ailleurs, tu précises dans ta charte de mars 2015 qu'"un groupe de travail créé en avril 2014 a réfléchi à la mise en place d'un cadre incitatif et d'outils permettant de mener une politique ambitieuse sur la question". Comment se fait-il donc que les enseignant.e.s impliqué.e.s dans ce groupe de travail ne soient pas au courant d'où en est la distribution de cette campagne? Au sujet de la diffusion, nous sommes surpris d'apprendre que dans un nombre important d'école, les administrations, les enseignant.e.s et les

étudiant.e.s ne semblent pas du tout au courant de la distribution de ces cartes postales, qu'en est-il de cette campagne?

Où te positionnes-tu, cher ANdEA?

En guise de conclusion, remarques et échanges que nous avons eu avec nos proches, qu'elles, qu'ils soient enseignant.e.s, étudiant.e.s ou personnes travaillant en école d'arts, la grille de lecture de ces représentations "*rien de bien méchant(es) en soi*"³ ne nous semble pas couler de source. Beaucoup de retours font acte d'incompréhension, d'inintelligibilité et d'une imperméabilité du message. On te le redemande encore :

Où te positionnes-tu, cher ANdEA?

Comprends-tu que dans ces conditions, nous ne pouvons pas croire à une implication sincère et engagée de ta part dans la lutte contre les discriminations.

Bien à toi, cher ANdEA,

Des étudiant.e.s de l'Ecole Supérieure d'Arts du Havre, de l'Ecole Supérieure d'Arts de Grenoble-Valence, de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux Arts de Paris, de la Haute Ecole d'Arts du Rhin - Strasbourg, de l'Ecole Supérieure d'Arts d'Avignon, de l'Ecole Supérieure des Beaux Arts de Nancy, de l'Ecole Européenne Supérieure d'Arts de Bretagne

P.S : Si tu fais aussi face à une incompréhension vis-à-vis de ces cartes, dans ce cas là nous te conseillons de lire la note critique du wordpress atlantesetcaritides.wordpress.com.⁴

1. "Contre les discriminations, les écoles supérieures d'art s'engagent", charte approuvée par l'assemblée générale de l'ANdEA le 30 mars 2015.

2. "Toutes les discriminations doivent être combattues avec force et la lutte contre les attitudes discriminantes doit être placée en préambule de toute réflexion et de toute action" Dans "Contre les discriminations, les écoles supérieures d'art s'engagent", charte approuvée par l'assemblée générale de l'ANdEA le 30 mars 2015.

3. "Ainsi apparaît, sous la pression du co-texte, un chapelet d'injures. Un chaton, un escargot, quelques pattes, une ampoule électrique... Rien de bien méchant en soi, si ces éléments étaient isolés, mais qui dans une lecture associative déploient toute leur violence. Violence à laquelle nous avons, je le crains, été victimes ou témoins." Dans Discriminations, je peux agir! , texte publié sur le site <http://www.esac-cambrai.net> le 2 octobre par Jean-Michel Geridan, directeur de l'Ecole Supérieure d'Arts et de Communication de Cambrai.

Tremblez étudiants!

Il a été reproché par la direction de notre école, lors du Workshop étudiant entre autres, la production de textes non signés. Honte aux lâches qui n'ont pas le courage de porter à visage découvert leurs dénonciations! C'était le refrain. Nous avons, étudiants, dû nous expliquer sur ce choix parfaitement assumé, et préciser que dans un climat de pression constante de la part de la direction, nous ne souhaitons pas signer nominale de peur de subir des représailles administratives. Oui, peur. Et la manière dont Benjamin Delmotte a fait l'objet d'une tentative, officiellement de non reconduction de contrat, officieusement de renvoi pur et simple pour avoir soutenu des revendications étudiantes et s'être vivement opposé à plusieurs reprises à la direction lors de CER, nous a conforté dans ce choix. Et une anecdote récente, nous confirme cette que peur était parfaitement fondée. En effet, lors de l'affaire Jan Kopp (cf. les documents sur le renvoi de ce professeur du secteur Art Espace), les élèves du secteur ayant reçu son enseignement se sont largement mobilisés en envoyant de très nombreuses lettres. Certaines, là encore, étaient anonymes tandis que d'autres étaient signées. Voici la réponse de la direction à ces messages de soutien.

*“Subject: Re: proposition de rdv
Date: Mon, 09 Jul 2012 18:10:08 +0200
From: Emmanuel Fessy <emmanuel.fessy@ensad.fr>
To: Art Espace <artespace@gmail.com>*

Chers étudiants,

Nous prenons bonne note de votre réponse laquelle appelle, toutefois, certaines remarques de notre part. Tout d'abord, sur le fond. Nous vous avons proposé une rencontre afin d'échanger avec vous et de clarifier certaines informations. Nous devons malheureusement constater que vous n'y donnez pas suite et ne comprenons pas que vous refusiez ainsi le dialogue susceptible de construire les bases nécessaires à un fonctionnement satisfaisant. Le principe de la “chaise vide” ne nous paraît pas être le plus productif et nous le regrettons. Ensuite, sur la forme. L'adresse email que vous avez créée “Art Espace, artespace” ainsi que la signature collective que vous adoptez “Les élèves d'Art Espace” semblent accréditer l'idée que tous les élèves d'Art Espace seraient associés à votre démarche. Il ne semble pas pourtant que ce soit le cas. Sachez également que nous avons lu attentivement les lettres signées nominale par certains étudiants. Nous vous confirmons, à nouveau, que nous sommes disponibles pour une rencontre d'ici la fin du mois de juillet et espérons tout simplement que vous y répondrez afin de contribuer à la concertation que nous souhaitons sincèrement développer avec vous.

Bien cordialement à tous,

*Geneviève Gallot Emmanuel Fessy
Directrice de l'Ecole Directeur des études”*

On pourra arguer que la menace est floue, mais la phrase *“Sachez également que nous avons lu attentivement les lettres signées nominale par certains étudiants”* laisse planer un doute profond quant à d'éventuelles représailles administratives. Voilà encore une belle illustration du climat dans lequel nous évoluons au quotidien avec une direction qui ose prétendre privilégier le dialogue.



Oeuvres du Frac PACA à vendre et prise d'otage

Mesdames, messieurs,

Nous vous proposons trois oeuvres du FRAC PACA (Fond Régional d'Art Contemporain de la région Provence Alpes Côte d'Azur) que vous pouvez venir acheter directement à l'Ecole Supérieure d'Art d'Avignon (500 chemin de baigne-pied). Il s'agit des œuvres de : Erwin Wurm, partie 1 d'une œuvre de Stockholder et Acosta.

En effet, ces œuvres originales sont entreposées dans une salle non sécurisée à laquelle absolument tout le monde a accès. Nous constatons donc que l'école et la mairie n'ont jamais créée de pièce sécurisée pour stocker les œuvres d'art que nous recevons chaque année et ne s'en soucient très peu. Voilà encore une nouvelle preuve démontrant que l'art n'a aucune importance à leurs yeux. Nous détenons actuellement en otage dans des lieux secrets la partie 2 de Jessica Stockholder, une œuvre de Pedro Cabrita Reis, une de Acosta et une d'Emmanuel Régent. Concernant les œuvres à vendre : prix à débattre pour combler au minimum la baisse de financement de 8 % qui a été imposée par la mairie à notre école.

NOS REVENDICATIONS SONT :

- l'annulation des baisses de budget
- le maintien du concours d'entrée en L1
- la sécurisation et la reconduction immédiate des contrats précaires
- une gouvernance équitable capable de valoriser notre projet d'école et capable d'assurer l'obligation de moyens de l'école envers ses étudiants

Si nos revendications ne sont pas entendues, si l'Etat et la Mairie d'Avignon ne prennent pas leur responsabilités, nous pourrions effectivement détruire ces œuvres, ou au moins, les abîmer lourdement.

Pour finir, nous soutenons la lutte de toutes les écoles d'art de France ainsi que les étudiants victimes de violences policières.

LesSpicesGirls

Récit d'une visite chez les Flics

Le vendredi 22 juin, nous sommes allés au commissariat d'Avignon déposer quatre plaintes contre Jean-Marc Ferrari. Nous y sommes allés en groupe, certaines personnes impliquées dans notre mouvement venant accompagner les plaignants pour les soutenir. La première des quatre a pu déposer sa plainte normalement, accompagnée d'un témoin. Il n'y a eu aucun problème, nous avons eu le procès verbal et l'agent a qualifié de lui-même la plainte. C'est là que tout a basculé. Bizarrement, 45 minutes se sont écoulées avant que la deuxième plaignante soit entendue. Lorsque celle-ci est enfin appelée, le policier refuse très agressivement qu'elle soit accompagnée et lui dit devant témoin que sa plainte n'est pas recevable, avant même qu'elle puisse dire pourquoi elle portait plainte. S'ensuit alors un défilé de policiers, interrompant son dépôt de plainte à plusieurs reprises. L'un d'eux téléphone même à on ne sait qui devant la plaignante pour demander ce qu'il doit faire. Un autre dit à la plaignante : *"Ha mais ce sont les mythomanes de l'école d'art!"*.

Pendant que la deuxième plaignante était "cuisinée", le troisième plaignant a été reçu. Avant même qu'il ait pu expliquer de quoi il s'agissait, l'officier de police lui a dit à lui aussi qu'il n'avait pas le droit de porter plainte. Il lui a demandé de qualifier lui-même sa plainte, alors que ce n'est pas au plaignant de le faire. Un agent de la DCRI est alors entré dans le bureau, a pris à part l'officier de police pendant dix minutes, et en revenant, ce dernier a affirmé au plaignant qu'il ne pouvait effectivement pas porter plainte et qu'il pouvait juste faire une main courante. Cinq ou six officiers de police en civil ont alors défilé dans le bureau, dévisageant le plaignant, demandaient parfois au policier en charge de la main courante de sortir pour s'entretenir avec eux. Le policier a fini par dire au plaignant de prendre contact avec l'inspecteur du ministère de la culture qui vient dans la semaine. Pendant ce temps, dans le hall du commissariat, tout dégénère. Le commissaire Toulouse, entouré de cinq ou six policiers, surgit en hurlant pour empêcher l'un des accompagnants d'entrer dans le commissariat. Trois d'entre nous ont dû négocier pour calmer le commissaire, qui les a ouvertement traité de menteurs. La deuxième plaignante est sortie en état de choc de son entretien, qu'elle a vécu comme une véritable violence psychologique. Les policiers se sont amusés à l'intimider et à lui mettre la pression en insinuant qu'elle mentait. Nous avons donc préféré éviter à la quatrième plaignante une telle humiliation, et nous l'avons donc menée dans une gendarmerie hors du Vaucluse pour qu'elle puisse déposer sa plainte dans de bonnes conditions, ce qui a été le cas.

D'une courte réflexion sur l'Art (& le) Politique

Chasubles rouges sur lesquels le Soleil tape – Odeur d'un fumigène au loin – Sentiment du tonfa s'abattant sur ton dos – Slogans victorieusement scandés. Nos militantismes sont sensitifs, émotionnels, et n'existeraient pas sinon. Si nous militons, évidemment, pour des raisons politiques et idéologiques, il serait insensé que d'accorder cette unique fonction à nos Actes relevant du cadre politique. Allant du syndicalisme de terrain aux relations rencontrés grâce aux cadres affinitaires qu'offre l'autonomie, et ce sans les exclure mutuellement, sans oublier toutes les autres – qu'il serait trop long de citer – nos militantismes, sont de fait, issus de différentes constructions socio-psychologiques.

C'est après ces quelques constats que nous nous sommes intéressés d'un peu plus près sur les liens & continuités que nous pourrions trouver entre Art & Politique. Nous est venus deux constats majoritaires.

D'une évidente nécessité première – celle d'essayer, par tous les moyens s'offrant à nous, voire plus, de nous extirper de l'apparat esthétique-folklorique actuel de la "Gauche" contemporaine, pour créer de nouvelles perspectives émotionnelles – et donc politiques. Si nous refusons ce romantisme révolutionnaire, clivé & d'Ancienne Garde, ce n'est que dans l'optique de possiblement trouver de nouvelles voies d'expression, politiques & artistiques, qui nous permettraient de réactualiser l'esthétique & les codes affiliés à nos luttes, de leur donner une nouvelle consistance, mais – et surtout – d'enfin dépasser les cadres que nous imposent la portée symbolique de ces emblèmes d'une autre ère.

D'une seconde nécessité – tout aussi importante: celle de défaire l'antagonisme prégnant dans notre société entre art & politique, afin de repolitiser l'Art (que ce soit dans une optique parnasienne ou engagée), et de rendre à la Politique sa facette nécessairement artistique. Car nous ne souhaitons envisager une société où de manière cloisonnée, la politique & l'art ne formeraient que deux structures propres, nous estimons qu'il nous est libre d'envisager le dépassement de nos statu quo contemporains – tant artistiques que politiques. Il nous paraît – qui plus est – intéressant de constater à cette semblante opposition entre Arts & Politique dans une société dans laquelle le Spectacle est devenu une constante

& une habitude du Quotidien dans les plus bas de ses travers, et dans laquelle l'Image devient un Tout, et la "Représentation", un métier de pouvoir.

Si ces quelques lignes n'ont aucune prétention à trouver des stratégies pour répondre à ces problématiques, c'est qu'elles tentent de possiblement mettre en lumière et en débat à des représentations & à des constructions qui composent notre société, nous ne pouvons qu'appeler tout un.e chacun.e à ne plus attendre, & à exprimer son art par le biais politique, et ses idées politiques, par le biais de l'art, en transgressant les Codes esthétiques et artistiques de nos milieux.

& ACAB aussi.



Artiste suicidé, à moitié pardonné

*“On sait que le propre du génie est de fournir des idées aux crétiens une vingtaine d'années plus tard.”
Aragon, Traité du style*

Nous venons tout récemment, sans que cela ne nous ait été annoncé avec le fracas qui s'impose en pareille occasion, de franchir un nouveau stade dans la grande cavalcade du dépassement-de-l'art-par-l'art-lui-même. Un torche-balle, signé avec toute la suffisance que n'autorisent pourtant pas les titres pompeux-puants de ses auteurs, a en effet, par un malheureux hasard, rencontré nos yeux de fougasses. Les exécutants zélés de ce sommet tonitruant du titillage de nombrils artistiques ont ainsi entrepris de repeindre couleur poésie les murs couleur merde de l'existant, en commençant -soyons modestes- par l'école d'art d'Avignon, et par son directeur, qui n'est plus à un coup de brosse près. La joyeuse troupe, Hortense Artichaut en tête, entreprend de déguiser une politique directoriale arbitraire et une absence de locaux en une démarche poétique excitante, allant jusqu'à nous vendre un chantier de rénovation comme une *“occasion unique”* d'exercer nos petits sens engourdis à l'expérience chère bandante de l'art-qui-va-se-dépasser-c'est- imminent. Mais ce tas de bourgeois invétérés, en plus d'arriver vingt ans -et plus- après le malin génie du dépassement de l'art, semble ignorer jusqu'à la réalité du terme *“chantier”*. Nous ne croirons au chantier poétique que le jour où patrons du BTP et artistes seront noyés dans le même béton prise rapide, leur trognes puantes figées pour toujours dans la saine Terreur. Nous viendrons couvrir de lazzis leurs statues immondes, drôles que nous serons d'avoir bu le sang versé de leurs tristes congénères.

Vous attendez aujourd'hui de nous que nous entrions, dociles, dans votre triste musée du quai branlant, celui de l'art caution de l'arbitraire. Nous n'irons pas bénir vos sinistres oeuvres, sinon en levant la papatte : vous êtes chiens de garde, nous serons chiens méchants.

Jamais nous n'habiterons vos circonstances.

En plein mouvement étudiant en Avignon, quelques *“personnalités”* prennent donc position, et affirment en passant leur mépris envers les étudiants qui luttent depuis plusieurs mois afin d'être en mesure de poursuivre leur cursus. Justifiant maladroitement la future perte des locaux de l'école au profit du chevalier Lambert imposée par la mairie, nos huit donneurs de leçons démontrent la capacité du milieu de l'art académique à s'adapter pour répondre parfaitement aux attentes des institutions politiques, c'est à dire à dire à s'approprier ce qu'on lui impose en se mettant *au service de la*

réaction, devançant ses désirs les plus secrets. Une utopie réalisée est en train de se mettre en place à Avignon avec la complicité de ces artistes officiels, une utopie dans laquelle les moins enclins à se soumettre sont purgés, dès lors qu'on ne les juge pas aptes à *“l'insertion professionnelle”*, qu'ils ne répondent pas aux *“valeurs”* des institutions publiques et du marché, du *“rayonnement culturel français”* qui, de Drieu La Rochelle à Lucien Rébatet, a en effet toujours su être du bon côté des barbelés. Une utopie dans laquelle un directeur abuse de ses pouvoirs sur les étudiants et les personnels -mais il paraît que la question n'est pas là.

Jean-Marc Ferrari *“propose une réponse comme seuls les artistes peuvent l'imaginer”*. En effet, l'artiste, petit flic en espadrilles, a pour seule mission de maintenir l'ordre social : ainsi, ses fameuses réponses ont la même valeur poétique qu'un coup de matraque. *Une histoire de cadavres, ou comment les représentants de l'art officiel ont exhumé l'académisme*. Ne sont-ils pas touchants, tous ces représentants d'institutions s'insurgeant contre l'académisme? Ce qu'il entendent par *“académisme”* a pourtant bel et bien disparu des écoles d'art depuis longtemps. Ce qu'il reste maintenant, à savoir la critique qu'ils prétendent en faire, déjà ringarde quand ils étaient jeunes, n'a rien à voir avec la notion d'enseignement.

La réalité, c'est que l'académisme qu'ils dénoncent a été remplacé par un nouvel académisme. Là est le coeur du problème, ici se révèlent tous les enjeux de la lutte des étudiants depuis deux mois : c'est qu'on a remplacé l'académisme de métier, de technique, de pratique, dont les critères sont entendables par la raison, par un académisme de la subjectivité, basé uniquement sur l'affect du dominant, professeur ou directeur. Aussi les étudiants les plus appréciés sont-ils ceux qui se montrent capables d'étaler leur intimité profonde, liant par ce biais des liens de complicité avec le dominant de proximité, transformant ainsi tout rapport humain en critère d'évaluation *“artistique”*. Ceux qui veulent apprendre quelque chose doivent le faire en cachette. Ceux qui veulent survivre doivent mentir et séduire. Rien de nouveau bien sûr : c'est bel et bien le management capitaliste dans ce qu'il a de plus trivial. Alors, pourquoi le présenter lyriquement comme quelque chose d'extrêmement poétique?

De la réactivité critique à la critique de la réaction.

“TOUTE PENSÉE LIBÉRATRICE QUI N'EST PAS LIÉE À UNE VOLONTÉ DE TRANSFORMER LE MONDE, À UNE ACTION RÉVOLUTIONNAIRE, A FINALEMENT DES CONSÉQUENCES RÉACTIONNAIRES.”

Roger Vailland, *Le surréalisme contre la révolution*

L'artiste, sous sa forme officielle, ne peut plus que *présenter*. Comme une vitrine, une publicité sur un abribus, un spot télé, l'artiste officiel poétise, c'est-à-dire qu'il offre à peu de frais un replâtrage des conditions qu'il a renoncé à attaquer. Puisque Lénine peut vendre un forfait internet, le directeur de l'école de Rennes peut expliquer l'autoritarisme de Jean-Marc Ferrari en faisant appel à un héritage vidé de sa substance, et donc de son caractère critique. Nous n'acceptons pas l'image de Jean-Marc Ferrari qu'il nous est offert de contempler : sa réalité "*rêvée et vécue*" de petit chef autoritaire aura toujours bien plus d'importance que la marque que le texte publicitaire *Réinventer l'héritage* nous vend. De Aulnay-Sous-Bois à la cour d'honneur du Palais des Papes, du Palais de Tokyo à l'usine Continental Nutrition de Vedène, c'est le même langage qui s'articule: celui de la domination capitaliste. Aussi une école d'art devient-elle une "*une école nomade supérieure, mobile, étoilée, en réseau avec les partenaires*" : nos bons artistes se réapproprient ici les mots de leurs maîtres, et vont jusqu'à créer une poétique de la Novlangue, histoire de mieux les flatter. Plus besoin de la matraque de la médiation culturelle pour légitimer ce que le bas peuple ne peut comprendre: il suffit de séduire la classe capitaliste en métaphorisant le concept du *réseau*, en versifiant des *synergies*, en assonant quelques *projets*. Ce n'est pas un héritage que vous transmettez, c'est un capital. En tant que tel, il est condamné.

Cadavres sursitaires, vous n'aurez pas d'héritage à transmettre, et jamais rien à réinventer : votre cause commune était minable, votre fosse commune ne sera même pas dans les poubelles de l'histoire. Le seul lien avec la notion d'héritage qu'il vous reste, c'est l'imminence brinquebalante de votre disparition physique, le très proche instant mordoré où nous nous dandinons nus dans vos tripes dégoulinantes le long d'un caniveau obséquieux.

Signataires de *Réinventer l'héritage*, souvenez-vous que pour qu'il y ait un héritage, il faut qu'un vieillard meure.

Florent (étudiant à Lyon II et afficheur intérimaire), Joseph (étudiant à La Cambre Bruxelles et ouvrier agricole), Laurent (étudiant à l'ESAA et assistant d'éducation au chômage) et Boris (étudiant à l'ESAA et employé de la restauration rapide).

CSD n°2 "Notes de lecture sur le courrier de Stephanie Morel aux étudiants de l'ESAA"

Rappel des faits : Le 9 Mai, l'ensemble des étudiants de l'École d'Art d'Avignon a reçu un mail de la part de la vice présidente du conseil d'administration de l'école, également conseillère municipale. Un second mail a été envoyé quelques heures plus tard, corrigeant la première version.

1. Quand le pouvoir s'écrit, il se met en scène sous la forme d'un personnage traversant un jeu de postures. Ici encore, celles-ci s'agencent, mécaniquement : de celle qui tempère, écoute, pèse ses décisions à celle qui fait participer, guide, rassemble, pour arriver au dénouement: celle qui se montre ferme, appelle à la responsabilité, menace.

2. Dans un bégaiement imbécile, une version corrigée envoyée trois heures plus tard : des tournures de phrases qui se lissent, des mots qui s'interchangent. Quelques "*subtilités*" dans un jeu grotesque, qui nous parlent d'une langue qui ne dit rien d'autre que l'incapacité de celui qui l'utilise à avoir prise sur une situation. Le langage comme une accumulation de signifiants vides de sens dont l'usage exclusif est la police. L'objet est clair: instaurer un retour à l'ordre par des mots creux et des simulacres.

3. La première émotion qui nous traverse, individuellement d'abord : un malaise, le sentiment d'être floué, méprisé, infantilisé. Un goût oublié ces dernières semaines : l'autorité, sourde et grossière. On se croise, on se rassure : la sensation est collective. L'impression qu'on se fout de notre gueule, commune. L'effet de ce texte, c'est de faire se dessiner une ligne de front. Il nous démontre la vacuité de tout dialogue. Nous ne parlons définitivement pas la même langue.

4. Une galerie de personnages flaubertiens défile devant nos yeux : mauvais politiciens de province, huissiers médiocres, petits chefs... Il ne reste plus à la mairie qu'à faire intervenir la police pour donner un corps à son mépris.

5. Si nous avons vécu ces deux dernières années comme le moment d'une guerre silencieuse, nous pensions que la parole serait notre principale alliée. C'était oublier que les mots sont vains : désormais, seule compte l'action.

6. Dès lors, l'acte qui pose problème démontre qu'il est l'acte juste. Déposséder le pouvoir de son territoire, c'est rendre palpable, sensible, les effets de sa symétrie : c'est dire en acte comment nous sommes dépossédés de notre quotidien.

Comité des serruriers-déménageurs.



Témoignage de quelques étudiants de M2 sur la situation actuelle à l'école d'art d'Avignon

Nous, étudiants en master 2 à l'École Supérieure d'Art d'Avignon, dénonçons les faits suivants :

À l'initiative de Madame Boulard, un rassemblement de l'ensemble des acteurs de l'école s'est tenu le mercredi 20 Avril 2016 dans l'amphithéâtre sur le site de Baigne-Pieds. Durant ce rassemblement, la directrice nous fait part de sa volonté de trouver des "solutions collégiales", à la crise que traverse l'école d'art d'Avignon. Lorsque nous l'avons mise face à ses contradictions, ses mensonges et son incompétence à assumer ses fonctions, elle nous a confirmé son refus de démissionner dans le seul but de vouloir négocier son licenciement auprès de la mairie. Ceci dans le but de pouvoir toucher des indemnités de licenciement et de ne pas "se retrouver à la rue". Face à l'irresponsabilité de cette figure du pouvoir, les étudiants, écoeurés, décident le soir du 20 Avril de déménager les bureaux de la direction. Suite à cela nous constatons dès le lendemain matin que Madame Boulard et son assistant de direction Monsieur Hidrot ont déserté leurs postes.

L'absence physique de madame Boulard et Monsieur Hidrot sur leurs lieux de travail, est toujours effective ; nous ne connaissons toujours pas concrètement les motifs de ces absences ainsi que les durées de celles-ci. La seule information que madame Boulard partage est de ne pouvoir venir travailler à l'école d'art parce qu'elle a été privée symboliquement de son bureau officiel. Paradoxal, quand on sait que Madame Boulard juge nécessaire, depuis quelques mois déjà, de tenir des réunions administratives et pédagogiques à son domicile avignonnais, par crainte d'être "sur écoute". Ce motif est pour nous non recevable et suscite des inquiétudes quant à sa santé mentale. A ce jour, nous déplorons que madame Boulard malgré sa fragilité émotionnelle continue à mettre à mal par son désir de "toute-puissance" la gestion de l'école et l'organisation de cette fin d'année. Nous rappelons que Madame Boulard de par sa fonction de directrice d'un établissement d'enseignement supérieur a pour obligation d'amener les deux années diplômantes DNAP (licence) et DNSEP (master) à terme. Or, aujourd'hui un chantage aux diplômes, aux frais de remboursement et aux fournitures nécessaires à la mise en oeuvre de ces mêmes diplômes illustre nos rapports à la direction. Dans une lettre adressée

à l'ensemble des acteurs de l'ESAA Stephanie Morel vient appuyer cette méthode immorale développée par Madame la directrice. Nous condamnons cette bassesse d'esprit, ces pratiques douteuses et ce manque d'éthique. Nous, étudiants en master 2, exigeons de passer nos diplômes dans les meilleures conditions possibles.

Nous exigeons que Madame Boulard délègue son pouvoir de signature à une personne compétente et en pleine capacité de ses moyens. Nous exigeons qu'un CA extraordinaire soit mit en place dans les plus brefs délais afin de trouver une solution à cette situation critique. Il est inadmissible de constater que la mairie et le ministère de la culture sont prêts à sacrifier nos études, nos diplômes et notre avenir dans le seul but de dissimuler leur incompétence et leurs jeux de pouvoirs affligeants.

Des étudiants de M2 Création à l'ESAA



Lettre ouverte à la CPAM Vaucluse

Courrier envoyé ce matin à la direction de la CPAM Vaucluse. Envoyé en copie à tous les membres du Conseil d'Administration.

Madame, Monsieur

Mme Dominique Boulard et Mr Guillaume Hidrot, travaillant à la fonction de Directrice et d'Assistant de direction à l'École Supérieure d'Art d'Avignon, 500 Chemin de Baigne Pieds, 84000 AVIGNON, et dont les numéros de sécurité sociale sont les suivants:

- Dominique Boulard: 2xxxxxxxxxxxxxx6
- Guillaum Hidrot: 1xxxxxxxxxxxxxx8

Se sont déclarés en arrêt maladie depuis le: 21 Avril 2016

Nous sommes particulièrement surpris de constater que malgré le fait que leurs contrats de travail sont suspendus du fait de leur arrêt maladie, ceux-ci continuent à prendre l'intégralité des décisions relatives au fonctionnement de l'école, nous avons noté par ailleurs qu'ils entraînent constamment en contact avec le personnel administratif en exerçant des pressions sur eux.

N'auraient-ils pas bénéficié d'arrêts de travail de complaisance? Nous vous prions d'enquêter au plus vite sur ces cas, car ils tentent par tous les moyens de saboter nos études et notre École.

Merci par avance, les étudiants en lutte de l'École Supérieure d'Art d'Avignon.

Communiqué des étudiants de l'ENSBA - 08/07/15

Ce mercredi 8 juillet a eu lieu la première assemblée générale d'étudiants des Beaux-Arts, depuis la déclaration officielle de Mme Pellerin annonçant la mise à pied de M. Bourriaud.

Une position commune s'est dégagée. Nous nous insurgons contre la méthode employée par le ministère: l'annonce de ce renvoi en juillet sans aucune concertation avec les acteurs de l'école et d'un concours dont l'échéance prête à sourire.

Nous prenons acte du départ de l'actuel directeur, et exigeons que tout nouveau processus de nomination à ce poste soit suspendu, jusqu'à réécriture des décrets qui régissent l'école et définissent notamment cette procédure. Nous exigeons en outre que tous les acteurs de l'école soient partis prenante de cette réécriture.

Conformément à la volonté exprimée par le ministre de mettre en place une gouvernance plus collaborative de l'école, nous demandons que celle-ci soit dirigée par un conseil ad hoc composé en nombre égal de membres du personnel, des professeurs et des étudiants, ainsi que de l'équipe administrative, jusqu'à validation du décret écrit dans ces conditions de concertation.

Nous mettrons tout en œuvre afin que ces mesures aboutissent.

ABOLITION
DE LA
CULTURE
DE PRIVILÈGES

Les laquais réagissent à l'école des Beaux Arts

Depuis quelques jours, la presse et nombre d'étudiants viennent au secours du directeur de l'école des Beaux Arts de Paris, Nicolas Bourriaud, au nom de la démocratie. Il ne faudrait pourtant pas oublier...

Ce mardi 1er juillet, le Canard Enchaîné dévoile que Julie Gayet aurait joué de ses influences à la présidence pour placer M. Eric de Chasse, actuel directeur de la villa Médicis, à la tête de l'école nationale supérieure des beaux-arts de Paris, située dans le 6ème arrondissement. Le 2 juillet, la décision du ministère de procéder à l'éviction de M. Nicolas Bourriaud est confirmée par un communiqué de presse de la part de Fleur Pellerin.

Parce que le nom de Julie Gayet est au cœur de ces rumeurs, la presse people s'est dépêchée de faire courir la rumeur, la presse bourgeoise s'en est emparée à son tour. Depuis quelques jours, nous assistons impuissants à des articles complètement approximatifs et entièrement complaisants avec Nicolas Bourriaud. Il apparaît aux yeux de tous comme une victime de ces pratiques mafieuses du ministère.

J'aimerais simplement revenir sur ces deux dernières années à l'école et vous démontrer pourquoi la cause de Nicolas Bourriaud n'est pas la notre. Depuis deux ans, il était au cœur de tout ce que nous avons dénoncé à l'école. Nous avons occupé le chantier d'un événement Ralph Lauren en octobre 2013, en colère contre les privatisations d'espaces de travail et contre le manque de communication interne à l'école. S'en est suivi une série d'assemblées générales où M. Bourriaud s'est résolu à accepter nos revendications : la construction d'une cafétéria étudiante et non d'un restaurant de luxe en est un exemple. Nous avons également exigé qu'à l'avenir, la fonction des conseils d'administration et pédagogiques soit respectée, le directeur a promis de fonder "l'assemblée des beaux-arts", toutes ces promesses ont été balayées en un revers de main. M. Bourriaud a décidé tout seul d'organiser une exposition commerciale (Choices), il a décidé tout seul d'évincer ses adjoints pour placer ses potes (silence radio dans la presse à ce moment), il a continué sa gestion autocratique voire autoritaire et maintenant s'étonne que le ministère en fasse de même.

Étudiants de l'école, nous n'avons rien à gagner à défendre ce genre de personne, pas moins mafieux que le ministère et grand acteur de l'uniformisation des mondes de l'art dans le marché. Ceux qui s'y

affaires dévoilent au grand jour leur servitude à ceux qui feront leurs carrières. Nous n'avons plus rien à gagner à prendre le parti du ministère, les méthodes opaques de ses décisions sont strictement incompatibles avec la gestion démocratique d'une école que nous espérons. En attendant, nous assistons impuissants aux mascarades de la presse et aux bêtises de ceux qui ont la "culture" entre leurs mains. Après deux ans de tensions dans l'école, je ne vois pas comment on pourrait la pacifier sinon en choisissant enfin une gestion démocratique et transparente, à travers l'abolition définitive du poste de directeur. Ce poste doit s'effacer pour laisser place à un collège démocratique composé équitablement d'étudiants, de professeurs et de membres du personnel. Sans cela, la crise se renouvellera.

Un étudiant de l'école qui ne s'oppose pas au départ du directeur



“Diversité des pratiques” est une expression qui, comme sa cousine “convergence des luttes”, ne nous dit rien de ce qu’il faut faire quand se retrouvent ensemble des gens qui n’ont pas les mêmes manières de lutter, voire n’ont même pas de manière de lutter du tout. Il se cache derrière cette expression une idée au fond assez libérale : chacun lutte côte à côte, à sa manière, sans se gêner, sans se parler.”

Comité d’Action Nuit A Bout, *Réflexions sur la violence*, 2016

“C’est à tout un chacun de déterminer l’usage qu’il veut faire du savoir qu’il acquiert, mais l’étudiant n’apprend pas dans l’optique de faire usage de sa connaissance, il étudie dans l’optique de devoir être trié et sélectionné pour espérer avoir à bouffer un jour. C’est d’abord en ce sens que la liberté d’étudier qu’on nous oppose au moment des blocages est une absurdité, étudier n’est pas un droit ni une liberté, c’est une des diverses modalités proposées d’obéissance à une contrainte de masse : intégrer la sphère de l’exploitation économique. Toute analyse doit partir de là. Ainsi, si nous tombons d’accord avec ces autocollants idiots qui pleurnichaient que “Les élèves ne sont pas des clients” c’est uniquement parce que nous savons que l’étudiant est, au contraire, une marchandise dont la valeur est en formation. Et si nous tombons d’accord avec ces badges idiots qui pleurnichaient que “Le Savoir n’est pas une marchandise” ce n’est que dans la mesure où nous savons bien que le “savoir” n’est que la mystification entourant le processus de production de la véritable marchandise universitaire : le futur travailleur.”

Fac de Nanterre, *Etudier y’a rien à voir, en théorie, il n’y a pas de différence entre la théorie et la pratique. En pratique, il y en a une*, Novembre 2007

“L’art dit politique est une terrible erreur. Quel art ne l’est pas? [...] L’artiste, s’il préfère prendre la rue que peindre des pommes, n’agit plus au titre d’artiste. S’il devient si facilement insurgé, c’est que chacun peut devenir si facilement artiste. Pour une belle insurrection, nul besoin d’outils mais d’armes. Pour une vie tranquille, nul besoin d’armes mais d’outils. À chaque chose, son temps.”

Louise Noire, *Faire phénix*, 2017

“Nous réédifierons les écoles détruites par nos adversaires.”

Francisco Ferrer, *La mission de l’école moderne, L’école renouée*, 1908

“Mon enseignement était un combat [...]. Construire ce n’est pas exprimer les émotions de l’individu, c’est agir collectivement. Construire, c’est s’organiser socialement, psychiquement, techniquement et économiquement les phénomènes de la vie. Construire, c’est démonter une conception du monde. Une œuvre forte est indissociable d’une forte conviction.”

Hannes Meyer, *Ma démission du Bauhaus*, 1930

“Je n’ai aucune envie d’expliquer aux artistes ce qu’ils doivent faire pour coïncider avec je ne sais quelle catégorie. Je suis à l’affût de ce que les œuvres peuvent modifier, bouleverser dans mes façons de penser, d’appréhender la réalité.”

Entretien avec Olivier Neveux, *L’art défie la nécessité de toute transition*, 2017

“[...] Certains artistes transforment en statues monumentales les icônes médiatiques et publicitaires pour nous faire prendre conscience du pouvoir de ces icônes sur notre perception, d’autres enterrent silencieusement des monuments invisibles dédiés aux horreurs du siècle ; les uns s’attachent à nous montrer les “biais” de la représentation dominante des identités subalternes, d’autres nous proposent d’affiner notre regard devant des images de personnages à l’identité flottante ou indéchiffrable ; certains artistes font les banderoles et les masques des manifestants qui s’élèvent contre le pouvoir mondialisé, d’autres s’introduisent sous de fausses identités dans les réunions des grands de ce monde ou dans leurs réseaux d’information et de communication ; certains font dans les musées la démonstration de nouvelles machines écologiques, d’autres posent dans les banlieues en difficulté des petites pierres ou de discrets signes au néons destinés à créer un environnement nouveau, déclenchant de nouvelles

relations sociales ; l'un transporte dans des quartiers déshérités les chefs-d'oeuvre d'un musée, d'autres remplissent les salles des musées des déchets laissés par leurs visiteurs ; l'un paie des travailleurs immigrés pour qu'ils démontrent, en creusant leur propre tombe, la violence du système salarial, une autre se fait caissière de supermarché pour engager l'art dans une pratique de restauration des lien sociaux. La volonté de repolitiser l'art se manifeste ainsi dans des stratégies et des pratiques très diverses. Cette diversité ne traduit pas seulement la variété des moyens choisis pour atteindre la même fin. Elle témoigne d'une incertitude plus fondamentale sur la fin poursuivie et sur la configuration même du terrain, sur ce qu'est la politique et sur ce que fait l'art. Mais pourtant ces pratiques divergentes ont un point en commun : elles tiennent généralement pour acquis un certain modèle d'efficacité : l'art est censé être politique parce qu'il montre les stigmates de la domination, ou bien parce qu'il tourne en dérision les icônes régnautes, ou encore parce qu'il sort de ses lieux propres pour se transformer en pratique sociale, etc. [...] On suppose que l'art nous rends révoltés en nous montrant des choses révoltantes, qu'il nous mobilise par le fait de se mouvoir hors de l'atelier ou du musée et qu'il nous transforme en opposant au système dominant en se niant lui-même comme élément de ce système. On pose toujours comme évident le passage de la cause à l'effet, de l'intention au résultat, sauf à supposer l'artiste inhabile ou le destinataire incorrigible."

Jacques Rancière, *Le spectateur émancipé*, 2008

"L'école est une usine à produire de l'ignorance. Elle n'est pas faite pour développer l'intelligence, la connaissance ou l'individualité mais seulement pour préparer les jeunes à gagner leur vie en réalisant cette combinaison entre l'indépendance économique et la sujétion mentale qui forme la base de la société moderne "

Jean-Pierre Cometti et Éric Giraud, *Black Mountain College*, 2014

"Tout savoir est accessible, dès lors que s'y trouve repéré un enjeu vital. Le soupçon d'incapacité suppose qu'il existe des contenus, isolables comme tels, disponibles pour l'intelligence d'un maître, et qui pourraient ne pas l'être pour celle de ses élèves."

Julie Roux, *Inévitablement (après-l'école)*, 2007

"Une toute nouvelle sorte de pauvreté s'est abattue sur les hommes avec ce développement colossal de la technique [...] Que vaut aujourd'hui tout l'héritage culturel si aucune expérience ne nous relie à lui? L'horrible méli-mélo des styles et des visions du monde au siècle dernier n'a montré que trop clairement où conduit l'hypocrisie ou la forfaiture en la matière pour que nous ne considérons pas comme honorable d'avouer notre misère. Donc, avouons-le : cette pauvreté de l'expérience n'est pas seulement pauvreté des expériences humaines. Elle serait donc une sorte de nouvelle barbarie? En effet. Nous le déclarons afin d'introduire un nouveau concept, un concept positif de barbarie. Car où la pauvreté en expériences mène-t-elle le barbar? Elle l'amène à commencer par le commencement, à reprendre les choses par le début, à s'en tirer avec peu, à construire avec le peu qu'il a et, ce faisant, à ne pas regarder ni à droite ni à gauche [...]. Nous sommes devenus pauvres. Nous avons sacrifié, morceau après morceau, l'héritage de l'humanité, et souvent nous l'avons mis au clou pour le centième de sa valeur afin de recevoir en contrepartie la monnaie de "l'actuel" [...]. L'humanité se prépare à survivre, s'il le faut, à la culture. Et l'essentiel, c'est qu'elle le fait en riant. Il est fort possible qu'ici ou là ce rire rende un son barbare. Fort bien. L'individu ne peut-il donc abandonner de temps à autre un peu d'humanité à la masse, qui lui rendra un jour avec les intérêts du capital et les intérêts des intérêts?"

Walter Benjamin, *Expérience et pauvreté*, 1933

Après-Demain, le second jour après celui où l'on est.

Textes

*D'actuel.e.s et d'ancien.e.s étudiant.e.s
des écoles d'art de Paris, Avignon, Brest,
Strasbourg, Nancy, Valence, Le Havre,
Marseille, Lille, Grenoble, Perpignan
& Bordeaux.*

*Tous les prénoms ont été changés, merci
à Alceste, Margarete, Luc, les Spice Girls,
Louise, Clémence & Mireille pour
les entretiens.*

Mise en page

Comité de libération Numérique.

Typographie

Merriweather

Papiers

("\")/

Imprimé et relié par

*L'Atelier Fluo
42 avenue Jean Jaurès
38600 Fontaine*

**Tiré à 300 exemplaires
en juin 2017**

Ce livre est disponible en pdf sur le site:

etatzeroeditions.tumblr.com

Pour commander une version papier:

etatzeroedition@riseup.net

*L'amicale tient à remercier tous les
copain.e.s qui nous ont accompagné.e.s &
supporté.e.s dans ce projet.*

L'État Ø Éditions

Entre le Nord-Ouest & le Sud-Est

